



2012/2013

Piscines à usage collectif

Document de synthèse à l'attention des constructeurs de piscines



Sources documentaires :

Dictionnaire permanent du droit du sport – www.editions-legislatives.fr
Legifrance, le service public de la diffusion du droit - www.legifrance.gouv.fr/

Avertissement

Cet outil de travail doit être considéré comme un support d'aide préalable à la conception et à la réalisation d'une piscine à usage collectif

Il ne s'agit toutefois pas d'une source exhaustive.

Son utilisation ne remplace pas la lecture intégrale des textes, dans leur version en vigueur.

Enfin, il est nécessaire de consulter la norme NF EN 15288-1 (disponible auprès de l'Afnor www.afnor.fr) laquelle, à bien des égards, vient compléter le dispositif réglementaire national.

Il comprend :

- Les principaux textes qui concernent les baignades et les piscines, qui proviennent de différents codes (code de la santé publique, code du sport etc.) ou qui ne sont pas codifiés (certains arrêtés, circulaire).

Il ne comprend pas :

- Les textes relatifs aux formations et diplômes permettant d'enseigner et de surveiller dans une baignade ou une piscine.
- Les textes relatifs aux dispositions favorisant l'accès aux piscines par les handicapés (ERP).
- La totalité des circulaires et des instructions qui concernent les baignades et la natation.
- L'ensemble des articles relatifs aux pouvoirs de police, aux infractions et aux sanctions pénales.
- Les normes nationales (AFNOR) et européennes (CEN), sous copyright.

Les utilisateurs sont invités à consulter les textes dans leur version intégrale et en vigueur ainsi que les textes qui ne figurent pas dans ce document (ci-dessus) sur le site [Légifrance](http://legifrance.gouv.fr).

Index

- Sommaire pages 4-6
-

Sommaire

DISPOSITIONS COMMUNES PISCINES «PUBLIQUES & COLLECTIVES PRIVEES»

Section ❶ Piscine publique ou privée à usage collectif

- **A/ Règles générales** 7/8
 - A-1 Déclaration en mairie
 - A-2 Fermeture et interdiction
 - A-3 Qualité de l'eau
 - A-4 Infractions

 - **B/ Règles sanitaires** 9/25
 - B-1 Piscines concernées
 - B-2 La qualité de l'eau
 - B-3 Eau, alimentation et filtrage
 - B-4 Pollution de l'eau
 - B-5 Poste de secours
 - B-6 Capacité d'accueil
 - B-7 Accès aux plages
 - B-8 Caillebotis
 - B-9 Analyse de l'eau
 - B-10 Interdiction
- Décret 2008-990 du 18/09/2008 (mis à jour)**
- 1 Echantillonnages
 - 2 Qualité de l'eau
- Arrêté du 07/04/1981 (mis à jour) traitement de l'eau & annexes**
- 1 Piscines concernées
 - 2 Apport d'eau
 - 3 Contamination
 - 4 Renouvellement d'eau
 - 5 Filtres
 - 6 Produits et procédés de traitement
 - 7 Produits et procédés européens
 - 8 Vidange des bassins
 - 9 Carnet sanitaire
 - 10 Affichage
- Annexe 13-6 Installations sanitaires dans les piscines**
- . Installations sanitaires réservées aux baigneurs
(Douches / WC / Lavabos / Lave-pieds / Piscines d'hébergement touristique)
 - . Installation réservées au public non-baigneur

DISPOSITIONS SPECIFIQUES «PISCINES PUBLIQUES»

Section ❷ Dispositions spécifiques applicables aux piscines ouvertes au public

- **A/ Généralités** 26/27
 - A-1 Etablissements de baignade
 - A-2 Surveillance
 - A-3 Infractions
 - A-4 Hygiène et sécurité

- **B/ Obligations et organisation de la surveillance** 27/30
 - B-1 Etablissements de baignade
 - B-2 Surveillance
 - B-3 Dérogation
 - B-4 Maître-nageur sauveteur
 - B-5 Plan d'organisation de la surveillance
 - B-6 Affichage de diplômes
 - B-7 Diplôme requis pour la surveillance
 - B-8 Déclaration des surveillants
 - B-9 Certificat médical
 - B-10 Dérogation

| | | |
|---|--|-------|
| - | C/ Normes d'hygiène et de sécurité | 30/35 |
| | <ul style="list-style-type: none"> C-1 Garanties de technique et de sécurité <ul style="list-style-type: none"> Garanties de techniques et de sécurité Panneaux d'information Sols Pente des plages Siphons Eléments en saillies Equipements et matériels Espaces de protection et de réception Parois et fonds des bassins Indications de profondeur Plots de départ Pataugeoire Pente des radiers Bouches de reprise des eaux Sorties des bassins Sas Rebords et parois Modification des bassins Fonds mobiles Toboggans Plongeoirs | |
| | <p>Annexe III-11 (Arrêté du 28 février 2008).</p> <p>Plongeon du tremplin / Plongeon de haut-vol / Dispositions communes</p> <p>Vagues artificielles</p> <p>Rivières à bouées ou à courant</p> | |
| - | D/ Obligations déclaratives et affichage | 35/37 |
| | <ul style="list-style-type: none"> D-1 Déclaration d'ouverture D-2 Modifications <ul style="list-style-type: none"> Annexe III-7 de déclaration d'ouverture (Arrêté du 28 février 2008). Déclaration d'ouverture type d'une piscine Modèle de dossier justificatif à joindre à la déclaration D-3 Dossier technique D-4 Règlement intérieur <ul style="list-style-type: none"> Annexe III-8 de règlement intérieur type (Arrêté du 28 février 2008). | |
| - | E/ Plan d'organisation Surveillance & Secours | 37/41 |
| | <ul style="list-style-type: none"> E-1 Plan d'organisation surveillance et secours / objectifs E-2 Plan d'organisation surveillance et secours / contenu E-3 Surveillance E-4 Fréquentation E-5 Exercices d'alarme E-6 Diffusion du plan d'organisation Surveillance & Secours E-7 Affichage <p>Exemple de plan d'organisation de la surveillance et des secours</p> | |

DISPOSITIONS SPECIFIQUES «PISCINES COLLECTIVES PRIVEES»

Section ❶ Prévention du risque de noyade en piscine à usage collectif d'accès non-payant

| | | |
|---|-----------------------------------|----|
| - | A/ Dispositifs de sécurité | 43 |
| - | B/ Note technique | 43 |
| - | C/ Sanctions pénales | 44 |

Section ❷ Régime particulier des piscines à usage collectif d'accès non-payant

| | | |
|---|--|-------|
| - | A/ Dispositions générales | 45/46 |
| | <ul style="list-style-type: none"> A-1 Piscines privatives à usage collectif A-2 Normes françaises et européennes A-3 Fixations et ancrages A-4 Eléments en saillies A-5 Sols A-6 Plages A-7 Panneaux d'information | |
| - | B/ Dispositions relatives aux bassins | 47/49 |
| | <ul style="list-style-type: none"> B-1 Espaces de protection et de réception B-2 Parois et fonds des bassins | |

| | | |
|------|---|-------|
| B-3 | Indications de profondeurs | |
| B-4 | Pente des radiers | |
| B-5 | Pataugeoire | |
| B-6 | Pente des radiers des pataugeoires | |
| B-7 | Plots de départ | |
| B-8 | Bouches de reprise des eaux | |
| B-9 | Grilles de goulottes | |
| B-10 | Ecumeurs de surface | |
| B-11 | Système d'arrêt d'urgence | |
| B-12 | Sortie des bassins | |
| B-13 | Sas | |
| B-14 | Rebords et parois | |
| B-15 | Modification des bassins | |
| B-16 | Fonds mobiles | |
| - | C/ Dispositions relatives aux toboggans | 50 |
| - | D/ Dispositions relatives aux équipements particuliers | 50/52 |
| | D-1 Plongeoires | |
| | D-2 Vagues artificielles | |
| | D-3 Courant d'eau artificiel | |
| - | E/ Plan de sécurité | 52/53 |
| | E-1 Plan de sécurité | |
| | E-2 Contenu du plan de sécurité | |
| | E-3 Responsable des vérifications | |
| | E-4 Documentation technique | |

Dispositions communes

Piscines « publiques et collectives privées »

1

Piscine publique ou privée à usage collectif

Code de la santé
publique

A- Règles générales

A-1. Déclaration en mairie

Article L1332-1

Toute personne qui procède à l'installation d'une piscine, d'une baignade artificielle ou à l'aménagement d'une baignade, publique ou privée à usage collectif, doit en faire, avant l'ouverture, la déclaration à la mairie du lieu de son implantation.

Cette déclaration, accompagnée d'un dossier justificatif, comporte l'engagement que l'installation de la piscine ou l'aménagement de la baignade satisfait aux normes d'hygiène et de sécurité fixées par les décrets mentionnés aux articles L. 1332-7 et L. 1332-8.

A-2.Fermeture et interdiction

Article L1332-4

Sans préjudice de l'exercice des pouvoirs de police appartenant aux diverses autorités administratives, **l'utilisation d'une piscine ou d'une eau de baignade peut être interdite par les autorités administratives si les conditions matérielles d'aménagement ou de fonctionnement portent atteinte à la santé ou à la sécurité des utilisateurs** ainsi qu'à l'hygiène ou à la salubrité publique, ou si l'installation n'est pas conforme aux normes prévues ou n'a pas été mise en conformité avec celles-ci dans le délai déterminé par les autorités administratives.

En cas d'inobservation des dispositions prévues par les articles L. 1332-1, L. 1332-3, le présent article et les articles L. 1332-7 et L. 1332-8 ou des règlements et décisions individuelles pris pour leur application, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne responsable de la piscine, de la baignade artificielle ou de l'eau de baignade concernée d'y satisfaire dans un délai déterminé.

A-3. Qualité de l'eau

Article L1332-8

La personne responsable d'une piscine ou d'une baignade artificielle est tenue de surveiller la qualité de l'eau et d'informer le public sur les résultats de cette surveillance, de se soumettre à un contrôle sanitaire, de respecter les règles et les limites de qualité fixées par décret, et de n'employer que des produits et procédés de traitement de l'eau, de nettoyage et de désinfection efficaces et qui ne constituent pas un danger pour la santé des baigneurs et du personnel chargé de l'entretien et du fonctionnement de la piscine ou de la baignade artificielle.

Sont déterminées par décret les modalités d'application du présent chapitre relatives aux piscines et aux baignades artificielles, et notamment les **règles sanitaires, de conception et d'hygiène**, auxquelles doivent satisfaire les piscines et les baignades artificielles.

Article L1332-9

Les frais correspondant aux obligations de la personne responsable d'une piscine ou d'une baignade artificielle prévues au présent chapitre sont à la charge de cette personne.

Les conditions relatives aux dépenses du contrôle sanitaire sont définies à l'article L. 1321-5.

A-4. Infractions

Article L1337-1

La constatation des infractions relatives aux piscines et aux baignades est assurée par les fonctionnaires et agents mentionnés à l'article L. 1312-1 et par les fonctionnaires et agents du ministère de l'intérieur et du ministère chargé des sports, habilités et assermentés dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

B- Règles sanitaires

B-1. Piscines concernées

Article D1332-1

Les normes définies dans la présente section s'appliquent aux **piscines autres que celles réservées à l'usage personnel d'une famille**.

Une piscine est un établissement ou une partie d'établissement qui comporte **un ou plusieurs bassins artificiels** utilisés pour les activités de bain ou de natation.

NB : Les piscines thermales et les piscines des établissements de santé autorisés à dispenser des soins de suite et de réadaptation, d'usage exclusivement médical, ne sont pas soumises aux dispositions de la présente section.

B-2. La qualité de l'eau

Article D1332-2

L'eau des bassins des piscines doit répondre aux normes physiques, chimiques et microbiologiques suivantes :

- 1°** *Sa transparence permet de voir parfaitement au fond de chaque bassin les lignes de nage ou un repère sombre de 0,30 mètre de côté, placé au point le plus profond ;*
- 2°** *Elle n'est pas irritante pour les yeux, la peau et les muqueuses ;*
- 3°** *La teneur en substance oxydable au permanganate de potassium à chaud en milieu alcalin exprimée en oxygène ne doit pas dépasser de plus de 4 mg/l la teneur de l'eau de remplissage des bassins*
- 4°** *Elle ne contient pas de substances dont la quantité serait susceptible de nuire à la santé des baigneurs ;*
- 5°** *Le pH est compris entre 6,9 et 8,2 ;*
- 6°** *Le nombre de bactéries aérobies revivifiables à 37° C dans un millilitre est inférieur à 100 ;*
- 7°** *Le nombre de coliformes totaux dans 100 millilitres est inférieur à 10 avec absence de coliformes fécaux dans 100 millilitres ;*
- 8°** *Elle ne contient pas de germes pathogènes, notamment pas de staphylocoques pathogènes dans 100 ml pour 90 % des échantillons.*

Article D1332-3

Les ministres concernés déterminent par arrêté pris après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail les produits et les procédés qui permettent de satisfaire aux exigences prévues à l'article D. 1332-2. Le silence gardé pendant plus de six mois sur la demande d'autorisation d'utilisation de ces produits et procédés vaut décision de rejet. Les dispositions du

présent article ne s'appliquent pas aux produits soumis à autorisation en application de l'article L. 522-4 du code de l'environnement.

Article D1332-4

L'eau des bassins doit être filtrée, désinfectée et désinfectante.

L'alimentation en eau des bassins doit être assurée à partir d'un réseau de distribution publique. Toute utilisation d'eau d'une autre origine doit faire l'objet d'une autorisation prise par arrêté préfectoral sur proposition du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

B-3. Eau, alimentation et filtrage

Article D1332-5

Sauf pour les pataugeoires et les bassins à vagues, pendant la période de production des vagues, la couche d'eau superficielle des bassins est éliminée ou reprise en continu pour au moins 50 % des débits de recyclage définis à l'article D. 1332-6, par un dispositif situé à la surface.

Les écumeurs de surface (skimmers) ne peuvent être installés que dans les bassins dont la superficie du plan d'eau est inférieure ou égale à 200 mètres carrés ; il doit, dans ce cas, y avoir au moins un écumeur de surface pour 25 mètres carrés de plan d'eau.

Article D1332-6

L'installation de recyclage et de traitement est dimensionnée pour pouvoir fournir, à tout moment et à chaque bassin qu'elle alimente, un débit d'eau filtrée et désinfectée de qualité conforme aux normes fixées à l'article D. 1332-2.

Pour les piscines dont la surface totale de plan d'eau est supérieure à 240 m² (attention : il s'agit de la surface additionnée de tous les bassins d'un même établissement), cette installation assure une durée du cycle de l'eau inférieure ou égale à :

1°/ Huit heures pour un bassin de plongeon ou une fosse de plongée subaquatique ;

2°/ Trente minutes pour une pataugeoire ;

3°/ Une heure trente pour les autres bassins ou parties de bassins de profondeur inférieure ou égale à 1,50m;

4°/ Quatre heures pour les autres bassins ou parties de bassins de profondeur supérieure à 1,50m

Des débitmètres permettent de s'assurer que l'eau de chaque bassin est recyclée conformément aux dispositions du présent article. Il peut n'être réalisé qu'une seule installation de traitement de l'eau pour plusieurs bassins, à condition que chaque bassin possède ses propres dispositifs d'alimentation et d'évacuation et que les apports de désinfectant correspondent aux besoins. Toutes dispositions sont prises pour que les réparations puissent être effectuées sur les canalisations et les appareils de traitement de l'eau sans qu'une vidange générale soit nécessaire.

Des robinets de puisage d'accès facile, à fins de prélèvements, doivent être installés au moins avant filtration et injection de réactifs, immédiatement avant l'entrée de l'eau dans chaque filtre, après filtration et avant injection de désinfectant, le plus près possible de l'arrivée à chaque bassin, sur la vidange des filtres.

Les eaux coulant sur les plages **ne doivent pas pouvoir pénétrer dans un bassin**. Elles sont évacuées par un dispositif spécial distinct du circuit emprunté par l'eau des bassins.

B-4. Pollution de l'eau

Article D1332-7

L'assainissement des établissements doit être réalisé de manière à éviter tout risque de pollution des eaux de baignade.

La conception et le nombre des installations sanitaires, déterminé en fonction de la capacité d'accueil de l'installation, doivent être conformes aux dispositions de l'annexe 13-6.

B-5. Poste de secours

Article D1332-8

Les piscines comprennent un **poste de secours situé à proximité directe des plages**.

B-6. Capacité d'accueil

Article D1332-9

La capacité d'accueil de l'établissement, fixée par le maître d'ouvrage, doit être **affichée à l'entrée**. Elle distingue les fréquentations maximales instantanées en baigneurs et en autres personnes.

La fréquentation maximale instantanée en baigneurs présents dans l'établissement ne doit pas dépasser **3 personnes pour 2 mètres carrés de plan d'eau en plein air et 1 personne par mètre carré de plan d'eau couvert**.

Pour l'application du présent article, la surface des pataugeoires et celle des bassins de plongeon ou de plongée réservés en permanence à cet usage **ne sont pas prises en compte** dans le calcul de la surface des plans d'eau.

Les personnes autres que les baigneurs, notamment les **spectateurs, visiteurs ou accompagnateurs**, ne peuvent être admises dans l'établissement que **si des espaces distincts des zones de bain** et comportant un équipement sanitaire spécifique ont été prévus à cette fin.

B-7. Accès aux plages

Article D1332-10

Dans les établissements où la superficie **des** bassins est **supérieure ou égale à 240 mètres carrés**, les accès aux plages en provenance des locaux de déshabillage comportent un **ensemble sanitaire comprenant des cabinets d'aisance, des douches corporelles et des pédiluves ou des rampes d'aspersion pour pieds alimentées en eau désinfectante**.

Les **autres accès aux plages** comportent des **pédiluves** et, si nécessaire, des douches corporelles.

Les pédiluves sont conçus de façon que les baigneurs **ne puissent les éviter**. Ils sont alimentés en eau courante et désinfectante non recyclée et vidangés quotidiennement.

B-8. Caillebotis

Article D1332-11

Les revêtements de sol rapportés, semi-fixes ou mobiles, notamment les caillebotis, sont interdits, exception faite des couvertures de goulotte.

B-9. Analyse de l'eau

Article D1332-12

Un arrêté préfectoral fixe, selon les types d'installation, la nature et la fréquence des **analyses** de surveillance de la qualité des eaux **que doivent réaliser les responsables des installations**. Toutefois, cette fréquence ne doit pas être inférieure, pour les piscines, à **une fois par mois**.

Des prélèvements d'échantillons sont effectués à la diligence de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales. Ils sont analysés par un laboratoire agréé par le ministre chargé de la santé. Les frais correspondants sont à la charge du déclarant de la piscine.

Les résultats, transmis à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, sont affichés par le déclarant de manière visible pour les usagers.

Les méthodes d'analyse employées par les laboratoires doivent être soit les méthodes de référence fixées par un arrêté du ministre chargé de la santé dont il peut saisir pour avis l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail, soit des méthodes conduisant à des résultats équivalents.

B-10. Interdiction

Article D1332-13

Lorsque l'une au moins des normes de la présente section n'est pas respectée, **le préfet peut interdire ou limiter l'utilisation de l'établissement** ou de la partie concernée de celui-ci. L'interdiction ne peut être levée que lorsque le déclarant a fait la preuve que ces normes sont de nouveau respectées. L'application des dispositions de la présente section ne peut avoir pour effet de dégrader directement ou indirectement la qualité des eaux des piscines.

Mises à jour : Décret n° 2008-990 du 18/09/2008 + annexe

1. Echantillonnages

Annexe

I. Normes, modalités d'échantillonnage et conditions de conformité des eaux de baignade mentionnées à l'article 5 du décret n° 2008-990 du 18 septembre 2008 relatif à la gestion de la qualité des eaux de baignade et **des piscines**.

| | Paramètres | Guide (G) | Impérative (I) | Fréquence d'échantillonnage |
|-------------------|--|------------|--|-----------------------------|
| Microbiologiques | Coliformes totaux (/100 ml). | 500 | 10 000 | Bimensuelle (1) |
| | Coliformes thermotolérants (/100 ml). | 100 | 2 000 | Bimensuelle (1) |
| | Streptocoques fécaux (/100 ml). | 100 | | (2) |
| | Salmonelles (/1 l). | | 0 | (2) |
| | Entérovirus PFU (/10 l). | | 0 | (2) |
| Physico-chimiques | pH. | | 6-9 (0) | (2) |
| | Coloration | | Pas de changement anormal de la couleur (0) | Bimensuelle (1) |
| | | | — | (2) |
| | Huiles minérales (mg/l). | — | Pas de film visible à la surface de l'eau et absence d'odeur (0) | Bimensuelle (1) |
| | | 0,3 | — | (2) |
| | Substances tensio-actives réagissant au bleu de méthylène (mg/l) (laurylsulfate). | — 0,3 | Pas de mousse persistante | Bimensuelle (1) (2) |
| | Phénols (indices phénols) (mg/l) (C6H5OH). | — 0,005 | Aucune odeur spécifique 0,05 | Bimensuelle (1) (2) |
| | Transparence (m) | 2 | 1 (0) | Bimensuelle (1) |
| | Oxygène dissous (% saturation O2). | 80-120 | 1 (0) | (2) |
| | Résidus goudronneux et matières flottantes telles que : bois, plastiques, bouteilles, récipients en toute matière. | Absence | — | Bimensuelle (1) |
| | Ammoniaque (mg/l) (NH4). | | | (3) |
| | Azote Kjeldhal (mg/l) (N). | | | (3) |
| | Autres substances considérées comme indices de pollutions : pesticides (mg/l) (parathion, HCH, dieldrine). | | | (2) |
| | Métaux lourds tels que arsenic (mg/l) (As), cadmium (Cd), chrome VI (Cr VI), plomb (Pb), mercure (Hg). | | | (2) |
| | Cyanures (mg/l) (Cn). | | | (2) |
| | Nitrates et phosphates (mg/l) (No3, | | | (3) |

(0) Dépassement des limites prévues en cas de conditions géographiques ou météorologiques exceptionnelles. (1) (2)

(3) Voir II ci-dessous.

2. Qualité de l'eau

III. Conformité des eaux

Les eaux de baignade sont **réputées conformes** aux paramètres qui s'y rapportent si, après interprétation statistique, des échantillons de ces eaux, prélevés selon les fréquences prévues au tableau figurant au I en un même lieu de prélèvement, montrent qu'elles sont **conformes aux valeurs des paramètres figurant dans la colonne « I » du tableau figurant au I pour 95% des échantillons et si, pour les 5 %, 10 % ou 20 % des échantillons** qui, selon le cas, ne sont pas conformes :

- l'eau ne s'écarte pas plus de 50 % de la valeur des paramètres en question, exception faite pour les paramètres microbiologiques, le pH et l'oxygène dissous ;

- les échantillons consécutifs d'eau prélevés à une fréquence statistiquement appropriée ne s'écartent pas des valeurs des paramètres qui s'y rapportent.

Les dépassements des valeurs ne sont pas pris en considération dans le décompte des pourcentages lorsqu'ils sont la conséquence d'inondations, de catastrophes naturelles ou de conditions météorologiques exceptionnelles.

Arrêté du 7 avril 1981 (modifié) fixant les dispositions techniques applicables au traitement de l'eau des piscines

1. Piscines concernées

Article 1

Les normes définies au présent "chapitre" s'appliquent aux piscines et aux baignades aménagées **autres que celles réservées à l'usage personnel d'une famille**.

Une piscine est un établissement ou une partie d'établissement qui comporte un ou plusieurs bassins artificiels utilisés pour les activités de bain ou de natation. **Les piscines thermales et les piscines des centres de réadaptation fonctionnelle, d'usage exclusivement médical, ne sont pas soumises aux dispositions du présent "chapitre"**.

2. Apport d'eau

Article 2

L'apport d'eau neuve au circuit des bassins doit se faire en amont de l'installation de traitement **par surverse dans un bac de disconnexion**.

Dans des situations particulières, le représentant de l'Etat peut autoriser le remplacement du bac de disconnexion par un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable.

Le dossier de demande doit comporter la description des installations, les éléments techniques et économiques justifiant l'emploi du dispositif, un engagement du responsable de l'installation sur la maintenance et la vérification périodique de l'appareil au moins deux fois par an.

Le dispositif doit être installé de telle sorte qu'il ne subisse **aucune contre-pression ou charge à son aval avec une sécurité de 0,50 m au-dessus du plus haut niveau d'eau possible** de l'installation qu'il alimente. Son accès doit être facile et son dégagement doit permettre d'effectuer les tests, les réparations, les opérations de pose ou de dépose sans difficulté.

3. Contamination

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter la contamination de l'eau des réseaux de distribution par celle des circuits intérieurs des piscines et celle des bassins par des eaux usées.

4. Renouvellement d'eau

Article 3

Un renouvellement de l'eau des bassins à raison d'au moins 0,03 mètres cubes par baigneur ayant fréquenté l'installation doit être effectué chaque jour d'ouverture ; cette valeur peut être augmentée par le préfet lorsque les résultats d'analyses font apparaître que l'eau d'un bassin est de qualité insuffisante.

Un ou plusieurs compteurs totalisateurs réservés exclusivement à l'enregistrement des renouvellements journaliers sont installés.

5. Filtres

Article 4

Chaque filtre est muni d'un dispositif de contrôle de l'encrassement. Dans le cas de décolmatage non automatique, une alarme doit avertir que la perte de charge limite est atteinte.

Le débit du filtre encrassé doit être au minimum égal à 70 p. 100 de celui du filtre propre.

Après chaque lavage ou décolmatage d'un filtre, l'eau filtrée est, pendant quelques minutes, soit recyclée directement sur le filtre, soit éliminée.

Les filtres sont munis d'un dispositif permettant de les vidanger totalement. Ils comportent au moins une ouverture pouvant être manœuvrée facilement et suffisante pour permettre une visite complète. L'implantation des filtres dans le local technique est telle que ces ouvertures sont d'un accès aisé.

6. Produits et procédés de traitement Article 5

Les produits ou procédés de traitement qui peuvent être employés pour la désinfection des eaux figurent ci-après :

1° Produits chlorés.

- chlore gazeux ;
- eau de Javel.

Les composés qui contiennent de l'acide trichloroisocyanurique ou du dichlororisocyanurate de sodium ou de potassium ou de l'hypochlorite de calcium et qui figurent sur une liste établie par le ministre chargé de la santé. De l'acide isocyanurique peut être ajouté aux produits chlorés.

L'eau des bassins, traitée sans acide isocyanurique, doit avoir :

- une teneur en chlore libre actif supérieure ou égale à 0,4 et inférieure ou égale à 1,4 milligramme/litre ;
- une teneur en chlore total n'excédant pas de plus de 0,6 milligramme/litre la teneur en chlore libre ;
- un pH supérieur ou égal à 6,9 et inférieur ou égal à 7,7.

L'eau des bassins, traitée au chlore en présence d'acide isocyanurique, doit avoir :

- une teneur en chlore disponible au moins égale à 2 milligrammes par litre mesurée avec le diéthylparaphénylènediamine (DPD) ;
- une teneur en chlore total n'excédant pas de plus de 0,6 milligramme par litre la teneur en chlore disponible ;
- un pH supérieur ou égal à 6,9 et inférieur ou égal à 7,7 ;
- une teneur en acide isocyanurique inférieure ou égale à 75 milligrammes par litre.

2° Brome.

L'eau des bassins doit avoir :

- Une teneur en brome supérieure ou égale à 1 milligramme par litre et inférieure ou égale à 2 milligrammes par litre ;
- Un pH supérieur ou égal à 7,5 et inférieur ou égal à 8,2.

3° Ozone.

L'ozonation de l'eau doit être effectuée **en dehors des bassins**.

A l'arrivée dans les bassins, l'eau **ne doit plus contenir d'ozone**. Entre le point d'injection de l'ozone et le dispositif de désozonation, l'eau doit, pendant au moins quatre minutes, contenir un taux résiduel minimal de 0,4 milligramme par litre d'ozone. Après désozonation, une adjonction d'un autre désinfectant autorisé compatible doit être effectuée dans les conditions qui lui sont applicables.

4° Chlorhydrate de polyhexaméthylène biguanide (PHMB).

Le PHMB n'est plus autorisé pour la désinfection des eaux de piscines recevant du public depuis juillet 2010.

Article 5 (bis)

Pour respecter les dispositions prévues à l'article 5 du présent arrêté, concernant la teneur en chlore total de l'eau, il **peut être fait appel à des produits ou procédés qui permettent de réduire la teneur en chlore combiné** dans les bassins.

La liste des **produits ou procédés utilisables** est établie par le ministre chargé de la santé.

Article 6

L'injection des produits chimiques **ne doit pas se faire directement dans les bassins**. Le dispositif d'injection qui assure, si nécessaire, une dissolution, doit être asservi au fonctionnement des pompes de recyclage de l'eau des bassins concernés. Toutes précautions doivent être prises pour le stockage des produits et leur manipulation.

7. Produits et procédés européens Article 7

Lorsqu'ils sont **légalement utilisés dans un Etat membre de l'Union européenne** ou dans un Etat membre faisant partie contractante de l'accord instituant l'Espace économique européen disposant d'un mode de contrôle garantissant un niveau de protection de la santé publique équivalent à celui garanti par la réglementation française, **des produits ou des procédés, non-inscrits sur les listes établies en application du présent arrêté par le ministre chargé de la santé, peuvent également être utilisés après avoir été déclarés** selon la procédure définie à l'article 8 du présent arrêté. Les critères d'évaluation utilisés par l'Etat membre doivent être comparables à ceux définis à l'article 8 du présent arrêté.

Article 8

Les déclarations visées à l'article 7 sont transmises au ministère chargé de la santé qui consulte le Conseil supérieur d'hygiène publique de France, en vue d'une évaluation de l'efficacité et des risques que les produits ou les procédés peuvent directement ou indirectement entraîner pour la santé.

L'évaluation est effectuée en considérant :

1. L'intérêt potentiel technologique du produit ou du procédé ;
2. La composition précise du produit ou le descriptif détaillé du procédé ;
3. Les cinétiques de réaction mises en jeu ou les principes de fonctionnement ;
4. La toxicité à court, moyen et long terme du produit ou du procédé lui-même et des sous-produits de réaction éventuellement formés ainsi que la vérification de leur innocuité pour les personnes au contact ;
5. L'efficacité du produit, vis-à-vis des micro-organismes, dans les conditions d'utilisation préconisées ;
6. Les réactions éventuelles avec les autres composés chimiques habituellement présents dans les établissements de natation comme les produits de nettoyage et de désinfection des sols, les produits additifs de traitement de l'eau (algicides,...) et les matières organiques ;
7. Les résultats d'essais en vraie grandeur selon un protocole validé par le CSHPF.

Le dossier joint à la demande doit être établi selon les dispositions de l'annexe du présent arrêté et notamment être accompagné des éléments descriptifs du mode de contrôle par l'Etat membre, en particulier de la procédure d'évaluation utilisée.

Article 9

L'avis donné par le Conseil supérieur d'hygiène publique de France, en application de l'article 8 ci-dessus, **précise, si nécessaire, les conditions d'utilisation et les valeurs limites** correspondantes à respecter dans l'eau après traitement.

L'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France et la décision du ministre chargé de la santé sont notifiés au demandeur dans un délai maximum de quatre mois suivant la date de réception de la demande accompagnée du **dossier complet tel que défini en annexe du présent arrêté** (cf. ci-après). Lorsque cet avis ou cette décision sont défavorables, ils doivent être motivés. Le ministre chargé de la santé modifie en conséquence les listes établies en application au présent arrêté.

Annexe (Arr. 18 janv. 2002) - Éléments constitutifs du dossier de demande d'autorisation pour des produits ou procédés de désinfection des eaux de piscine

Ce dossier est à fournir en trois exemplaires et en français. Il est communiqué au ministre chargé de la santé. Il comprend dans l'ordre suivant

I - Dossier type

1. Le nom ou la raison sociale et l'adresse du demandeur.
2. La désignation et la fonction du produit ou du procédé faisant l'objet de la demande.
3. La présentation des arguments (technique ou de tout autre nature) en faveur de l'emploi du produit ou du procédé.
4. La copie éventuelle des brevets d'invention.
5. Les références bibliographiques et autorisations étrangères ainsi que les notices, fiches techniques et commerciales concernant le produit ou le procédé.
6. La composition détaillée du produit avec la nature exacte des constituants (sous enveloppe avec la mention « confidentiel »).
7. Les méthodes d'analyse du produit permettant de vérifier sa composition.
8. Les études permettant de connaître la toxicité à court, moyen et long terme.
9. Le mode d'emploi exact comportant les conditions de préparation, le mode de mise en œuvre ainsi que les précautions à prendre pour le stockage, la manipulation du produit.
10. Les concentrations (minimale et maximale) préconisées dans l'eau des bassins.
11. Les études portant sur la stabilité du produit.
12. Les études portant sur l'efficacité du produit (aux concentrations d'utilisation préconisées) vis-à-vis des micro-organismes et en particulier : *Escherichia coli*, *Staphylococcus aureus*, *Pseudomonas aeruginosa*, *Legionella*, virus, amibes « libres ».
13. La variation de cette efficacité en fonction des caractéristiques de l'eau et notamment de la température, du pH et de la dureté totale.
14. Les méthodes de contrôle au laboratoire et sur « le terrain » de la teneur en produit de l'eau.
15. Les réactions éventuelles avec les composés chimiques, en particulier avec les produits de nettoyage et de désinfection des sols, les produits additifs de traitement de l'eau (algicides...) et les matières organiques.
16. L'existence éventuelle d'incompatibilités du produit avec la nature des filtres habituellement utilisés en piscine.
17. Les effets possibles, en cas de vidange du bassin, sur la faune et la flore du milieu récepteur ou des dispositifs d'épuration.
18. Si le produit a déjà été utilisé en piscine : résultats des contrôles analytiques.

II - Dossier réduit (produit ou procédé légalement utilisé dans un État membre de l'Union européenne)

1. Le nom ou la raison sociale et l'adresse du demandeur.
2. La désignation et la fonction du produit ou du procédé faisant l'objet de la demande.
3. La copie éventuelle des brevets d'invention.
4. La composition détaillée du produit avec la nature exacte des constituants (sous enveloppe avec la mention « confidentiel »).
5. Quand il existe, l'extrait de la réglementation nationale, du document officiel ou tout document descriptif du mode de contrôle par l'État membre, définissant la procédure d'évaluation d'efficacité, accompagné d'un résumé en langue française.
6. L'avis de l'organisme scientifique ayant procédé à l'évaluation d'efficacité du produit ou du procédé accompagné de la traduction en français.
7. Quand elles existent, la référence de l'acte officiel délivré dans l'État membre et copies des documents officiels accompagnées de leur traduction en français.
8. Le mode d'emploi exact comportant les conditions de préparation, le mode de mise en œuvre ainsi que les précautions à prendre pour le stockage, la manipulation du produit.
9. Les méthodes de contrôle au laboratoire et sur le « terrain » de la teneur en produit de l'eau.

10. L'existence éventuelle d'incompatibilités du produit avec la nature des filtres habituellement utilisés en piscine.
11. Les effets possibles, en cas de vidange du bassin, sur la faune et la flore du milieu récepteur ou des dispositifs d'épuration.
12. Les concentrations (minimale et maximale) préconisées dans l'eau des bassins.

Annexe : traitement des eaux des piscines (Arr. du 4 juin 1982).

A/ Chlore liquéfié

Une installation de désinfection des eaux des piscines fonctionnant au chlore liquéfié (ou «chlore gazeux») doit respecter les dispositions suivantes :

1. Généralités

Tous les récipients, en service ou en réserve, doivent être placés à l'abri des radiations solaires et des agents atmosphériques, dans un emplacement clos, spécialement aménagé, réservé à cet effet et comportant une porte fermant à clé. L'inscription « Dépôt de chlore » doit figurer très lisiblement sur la porte. La température ambiante ne doit pas dépasser 50 C°.

La position des prises d'air neuf et d'évacuation d'air vicié de l'établissement doit être telle qu'en aucun cas elles ne puissent permettre d'aspirer les gaz provenant de la ventilation de l'emplacement de traitement. La ventilation doit être conçue de façon qu'il n'en résulte aucune gêne, ni pour le public, ni pour le voisinage. L'implantation de l'installation doit être choisie en fonction des vents dominants. L'installation de désinfection doit être située le plus loin possible de la chaufferie ; son accès doit être interdit au public. Cet emplacement est constitué soit par un local, soit par une niche ou un placard. Si l'installation est à l'air libre, une clôture doit empêcher l'approche du public.

2. Local de stockage

Le local de stockage doit être installé au rez-de-chaussée ou en étage ; dans ce dernier cas, un monte-charge doit permettre une manutention aisée des récipients.

Le local de stockage doit être largement ventilé sur l'extérieur, soit directement, soit par l'intermédiaire de conduits. L'orifice d'entrée d'air (en partie haute), l'orifice d'évacuation d'air (au niveau du sol) et les conduits éventuels doivent avoir une section de 4 dm². Un dispositif permettant de créer une aspiration forcée doit être prévu ; la commande doit se trouver à l'extérieur du local.

3. Niche ou placard

La niche (ou le placard) doit être installée au rez-de-chaussée ou en terrasse; elle doit ouvrir directement sur l'extérieur. Ses dimensions ne doivent pas permettre à une personne d'y pénétrer.

La séparation de la niche (ou du placard) avec la piscine doit être réalisée par un mur CF de degré 1 heure.

Des orifices, placés en partie haute et basse, doivent assurer une ventilation permanente directe sur l'extérieur.

4. Aménagements

Les équipements, et en particulier l'installation électrique, doivent être conçus et réalisés en tenant compte des risques de corrosion dus à la présence éventuelle de chlore dans l'atmosphère.

Les récipients doivent être fixés verticalement à une paroi par des colliers ou des chaînes d'ouverture facile. Les chloromètres doivent être montés directement sur les bouteilles. Aucune canalisation ne doit transporter de chlore gazeux sous pression.

Le point d'injection du chlore gazeux dans la canalisation d'eau et le dispositif de réglage doivent être situés en dehors de l'emplacement de traitement.

5. Exploitation

La livraison de chlore doit être effectuée en présence d'un responsable de la piscine.

Il est interdit d'entreposer, dans l'emplacement ou à proximité de l'installation, des matières combustibles ou des produits incompatibles avec le chlore et d'effectuer, à l'intérieur du dépôt, une réparation quelconque sur les récipients.

Un diable doit être mis à la disposition du personnel pour la manipulation des récipients et leur évacuation en cas de besoin.

L'installation de traitement doit faire l'objet, de la part de l'exploitant, de vérifications journalières destinées notamment à s'assurer, au moyen d'un chiffon imbibé d'ammoniacque, qu'il n'existe aucune fuite de chlore et que les récipients sont en parfait état. Lorsque le traitement est interrompu pour une durée supérieure à 14 heures, l'exploitant doit fermer les récipients en service.

6. Protection du personnel

Un appareil respiratoire, équipé en permanence d'une cartouche grand modèle (propre à filtrer le chlore) en cours de validité, une cartouche de réserve et une paire de gants en polyéthylène doivent être disposés :

- soit près de l'entrée du local de stockage, à l'extérieur et à un endroit facilement accessible ;*
- soit, dans le cas d'une niche ou d'un placard, dans un coffret disposé dans le plus proche des locaux suivants :*
 - local maître-nageur ;*
 - local infirmerie ;*
 - local caisse.*

Le personnel doit être entraîné à l'emploi de l'appareil respiratoire qui doit être vérifié périodiquement.

7. Consignes

A proximité de l'installation de désinfection, un tableau de consignes, connues du personnel, doit être apposé par l'installateur ; ces consignes doivent indiquer :

- le mode d'emploi et le mode d'entretien de l'appareil respiratoire ;*
- les opérations à effectuer et les précautions à prendre pour l'exploitation courante ;*
- les incidents possibles, les risques correspondants et les opérations à effectuer dans ces cas ;*
- les mesures à prendre en cas d'incendie et le lieu d'évacuation des récipients de chlore.*

B/ Brome liquide

Une installation de désinfection des eaux des piscines fonctionnant au brome liquide doit respecter les dispositions suivantes :

1. Généralités

La quantité globale de brome liquide, non compté le brome contenu dans le récipient en service, ne doit pas dépasser

0,3 V kg (V étant le volume d'eau des bassins, exprimé en m³) avec un maximum de 500 kg. Ce produit doit être contenu dans des emballages agréés par le ministre des Transports.

La position des prises d'air neuf ou d'évacuation d'air vicié de l'établissement doit être telle qu'en aucun cas elle ne puisse permettre d'aspirer les gaz provenant de la ventilation du local de traitement.

2. Local de stockage

L'implantation de l'installation doit être choisie en fonction des vents dominants. S'il est fait usage de récipients d'une capacité unitaire supérieure à 60 kg, le local doit être situé au niveau du sol et donner directement sur l'extérieur.

Les récipients, en service ou en réserve, et les appareils distributeurs doivent être placés dans un local particulier non accessible au public. L'inscription « Dépôt de brome » doit figurer très lisiblement sur la porte. La température ambiante ne doit pas dépasser 45°C.

3. Aménagements

L'aménagement du local doit être réalisé de telle façon que l'appareil d'injection et les récipients soient à l'abri de tout choc et qu'aucune odeur ne puisse, en utilisation normale, parvenir dans les zones réservées au public. En cas d'incident, les vapeurs ne doivent pas pouvoir se répandre directement dans ces mêmes zones.

Les récipients en réserve doivent être conservés totalement fermés. Ils ne doivent pas être couchés ; ils peuvent être disposés soit côte à côte, soit empilés sur deux niveaux au plus.

Le local doit être équipé d'une prise d'eau sous pression. Une fosse de rétention remplie d'eau, d'une capacité au moins égale à celle du plus grand récipient de brome, doit être aménagée dans le sol du local. Le sol doit présenter une déclivité, la fosse étant située au point bas. Cet aménagement doit permettre la neutralisation du brome, en cas de fuite ou de renversement, avant déversement en égout.

4. Ventilation

Le local doit être largement ventilé sur l'extérieur. La ventilation doit être conçue de façon qu'il n'en résulte aucune gêne, ni pour le public, ni pour le voisinage. Les orifices de ventilation doivent déboucher sensiblement au niveau du sol.

La ventilation doit être assurée, soit directement, soit par l'intermédiaire de conduits ; l'orifice d'entrée d'air (en partie haute), l'orifice d'évacuation d'air (au niveau du sol) et les conduits éventuels doivent avoir une section de 4 dm². Un dispositif permettant de créer une aspiration forcée doit être prévu ; la commande doit se trouver à l'extérieur du local.

5. Exploitation

La livraison de brome doit être effectuée en présence d'un responsable de la piscine.

Il est interdit d'entreposer des matières combustibles ou des poudres métalliques dans le local de stockage.

Une réserve de 50 kg de carbonate de soude, un sac de 5 kg de thiosulfate de sodium et une pelle doivent être disposés au voisinage des récipients de brome en service.

6. Protection du personnel

Un appareil respiratoire, équipé en permanence d'une cartouche grand modèle (propre à filtrer le brome) en cours de validité, une cartouche de réserve et une paire de gants en polyéthylène doivent être disposés près de l'entrée du local de traitement, à l'extérieur et à un endroit facilement accessible.

Le personnel doit être entraîné à l'emploi de l'appareil respiratoire qui doit être vérifié périodiquement.

7. Consignes

A proximité du local de traitement, un tableau de consignes, connues du personnel, doit être apposé par l'installateur ;

ces consignes doivent indiquer :

- le mode d'emploi et le mode d'entretien de l'appareil respiratoire ;
- les opérations à effectuer et les précautions à prendre pour l'exploitation courante ;
- les incidents possibles, les risques correspondants et les opérations à effectuer dans ces cas ;
- les mesures à prendre en cas d'incendie et le lieu d'évacuation des récipients de brome.

C/ Ozone

Une installation de désinfection des eaux des piscines fonctionnant à l'ozone doit respecter les dispositions suivantes :

1. Local de traitement

L'ozoneur doit être installé dans un local spécialement aménagé, réservé à cet effet et ventilé sur l'extérieur.

2. Aménagements

Un ventilateur doit permettre, en cas de besoin, de créer une ventilation forcée ; la commande doit être située à l'extérieur du local.

L'alimentation électrique de l'ozoneur doit pouvoir être coupée depuis l'extérieur du local.

Un dispositif, permettant de balayer l'air ozoné des cellules génératrices et de la colonne de contact, doit être prévu.

3. Exploitation

A son entrée dans le bassin, l'eau ne doit plus contenir d'ozone dosable.

D/ Hypochlorite de sodium

Une installation de désinfection des eaux des piscines fonctionnant à l'hypochlorite de sodium (ou «eau de javel») doit respecter les dispositions suivantes :

1. Local de stockage

Les récipients, en service ou en réserve, doivent être placés dans un local sombre et ventilé naturellement.

2. Exploitation

Il est interdit d'entreposer des acides, ou des produits incompatibles avec l'hypochlorite de sodium, dans le local de stockage.

3. Protection du personnel

Toute manipulation doit être effectuée avec des lunettes et des gants en polyéthylène.

8. Vidange des bassins

Depuis le 7 septembre 2016, la vidange des bassins doit être effectuée au moins une fois par an. Seules exceptions à la règle, les **pataugeoires** et les **bains à remous** qui nécessitent deux vidanges par an. Le préfet peut aussi demander à ce qu'un bassin soit vidangé si :

- son **état de propreté** n'est pas suffisant ;
- l'eau n'est pas conforme aux **normes de qualité** ;
- une quelconque anomalie entraîne un danger pour la **santé des usagers**.

Pour effectuer une vidange périodique, l'exploitant de la piscine collective doit avertir l'agence régionale de la Santé, par écrit, au moins 48 heures avant l'entretien.

9. Carnet sanitaire

Article 11

Chaque établissement est **doté d'un carnet sanitaire paginé** à l'avance et visé par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Chaque jour y sont notés :

- ❶ La fréquentation de l'établissement ;
- ❷ Au moins deux fois, la transparence, le pH, la teneur en désinfectant, la température de l'eau des bassins. Les valeurs des paramètres sont mesurées ou relevées par des méthodes adaptées à l'aide de moyens propres à l'établissement ;
- ❸ Le relevé des compteurs d'eau ;

- ④ Les observations relatives notamment aux vérifications techniques, au lavage des filtres, à la vidange des bassins, à la vidange ou à la visite des filtres, au renouvellement des stocks de désinfectants, au remplissage des cuves de réactifs, aux incidents survenus.

Si un stabilisant est utilisé, sa concentration dans l'eau des bassins doit être mesurée chaque semaine.

Lorsque l'installation hydraulique est équipée d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable, les opérations de maintenance et de vérifications de cet appareil sont consignées sur le carnet sanitaire. "

10. Affichage

Article 12

Les résultats affichés par l'exploitant sont accompagnés du rapport et des conclusions établis par la DDASS, sur la tenue et le fonctionnement de l'établissement.

Installations sanitaires dans les piscines

Annexe 13-6 (cf.article 1332-7)

Installations sanitaires réservées aux baigneurs et assimilés

- Douches

A/ En piscine couverte, le nombre de douches est d'au moins :

Une douche pour 20 baigneurs pour une fréquentation maximale instantanée inférieure ou égale à 200 personnes ;

Au-delà de 200 personnes : $6 + F/50$ (F) étant la fréquentation maximale instantanée.

B/ En piscine de plein air, le nombre de douches est d'au moins :

Une douche pour 50 baigneurs pour une fréquentation maximale instantanée inférieure ou égale à 1500 personnes ;

Au-delà de 1500 personnes : $15 + F/100$ (F) étant la fréquentation maximale instantanée.

NB : Les douches équipant les pédiluves et les douches pour handicapés, lorsqu'il est prévu pour ceux-ci un circuit spécial, viennent en **supplément**.

- WC

Le nombre de cabinets d'aisance est au moins égal à $F/80$ en piscine couverte et $F/100$ en piscine de plein air pour une fréquentation maximale instantanée (F) inférieure ou égale à 1500 personnes avec un **minimum de 2 cabinets / hommes et de 2 cabinets / femmes**.

Si $(F) > 1500$ personnes, le **supplément** par rapport au nombre défini dans l'alinéa précédent se calcule sur la base de **1 cabinet pour 200 baigneurs**.

NB : Lorsque le nombre de cabinets réservés aux hommes > 2 , la moitié des cabinets peut être **remplacé par des urinoirs**, dont le nombre doit être au minimum égal au double des cabinets supprimés.

NB : Le sol des cabinets d'aisance et des lieux où sont installés les urinoirs est **muni de dispositifs d'évacuation des eaux de lavage et autres liquides sans qu'il y ait possibilité de contamination des zones de circulation et des plages**. Il ne doit pas y avoir de communication directe entre les cabinets d'aisance et les plages.

- Lavabos

Un lavabo au moins doit être installé par groupe de cabinets d'aisance.

- **Lave-pieds**

Par groupe de locaux de déshabillage, **1 lave-pieds**, au moins, doit être mis à la disposition des baigneurs.

- **Piscine d'hébergement touristique**

Pour les piscines des hébergements touristiques tels que **hôtels, campings, colonies de vacances, maisons de vacances et celles des ensembles immobiliers**, peuvent être prises en compte, pour le calcul des normes définies ci-dessus, **les installations sanitaires de l'établissement accessibles à tous les usagers de la piscine.**

En tout état de cause, il doit être installé au **moins 2 cabinets d'aisance, 1 lavabo et deux douches à proximité du ou des bassins.**

Installations sanitaires réservées au public **non baigneur**

- **Sanitaires réservés au public**

Pour chaque fraction de 100 personnes, **1 lavabo, 1 cabinet d'aisance et 1 urinoir** au minimum doivent être installés.

Dispositions spécifiques « piscines publiques »

2

Dispositions spécifiques applicables aux piscines ouvertes au public

Code du sport

A- Généralités

A-1. Établissements de baignade

Article D322-12

Les établissements de baignade **d'accès payant** sont les établissements d'activités physiques et sportives mentionnés à l'article L. 322-1 dans lesquels sont pratiquées des **activités aquatiques, de baignade ou de natation** ou dans lesquels ces activités font partie de prestations de services offertes en contrepartie du **paiement d'un droit d'accès, qu'il soit ou non spécifique**.

A-2. Surveillance

Article L322-7

Toute baignade et **piscine d'accès payant** doit, pendant les heures d'ouverture au public, être **surveillée d'une façon constante** par du personnel qualifié titulaire d'un diplôme délivré par l'Etat et défini par voie réglementaire.

A-3. Infractions

Article L322-8

Les infractions aux dispositions de l'article L. 322-7 sont punies de l'amende prévue pour les contraventions de 5e classe.

Le tribunal peut, en outre, prononcer la fermeture de la piscine ou de la baignade.

La récidive est punie d'une peine d'un mois d'emprisonnement et d'une amende de 3.750 euros. L'usurpation du titre prévu à l'article L. 322-7 sera punie des peines prévues à l'article 433-17 du code pénal.

A-4. Hygiène et sécurité

Article L322-9

Les règles d'hygiène et de sécurité relatives à l'installation, l'aménagement et l'exploitation des baignades et piscines sont définies aux articles L. 1332-1 à L. 1332-4 et L. 1337-1 du code de la santé publique.

B- Obligations et organisation de la surveillance

B-1. Établissements de baignade

Article D322-12

Les établissements de baignade **d'accès payant** sont les établissements d'activités physiques et sportives mentionnés à l'article L. 322-1 dans lesquels sont pratiquées des **activités aquatiques, de baignade ou de natation** ou dans lesquels ces activités font partie de prestations de services offertes en contrepartie du **paiement d'un droit d'accès, qu'il soit ou non spécifique**.

B-2. Surveillance

Article D322-13

La **surveillance** des établissements mentionnés à l'article D. 322-12 est **garantie, pendant les heures d'ouverture au public**, par des personnels **titulaires d'un des diplômes** dont les modalités de délivrance sont définies par arrêté du ministre chargé des sports. Ces personnels portent le titre de maître-nageur sauveteur. Ces personnels peuvent être assistés de personnes titulaires d'un des diplômes figurant sur une liste arrêtée par les ministres chargés de la sécurité civile et des sports.

Toute personne désirant assurer la surveillance d'un tel établissement doit en faire la déclaration au préfet de son domicile. Le contenu de cette déclaration est fixé par arrêté conjoint des ministres chargés de la sécurité civile et des sports.

B-3. Dérogation

Article D322-14

Par dérogation aux dispositions de l'article D. 322-13 et en l'absence de personnel chargé de garantir la surveillance, le préfet du département peut autoriser du personnel titulaire d'un des diplômes mentionnés à l'article D. 322-11 à assurer cette fonction dans un établissement mentionné à l'article D. 322-12.

Cette autorisation d'exercice, dont les conditions de délivrance sont déterminées par arrêté des ministres chargés de la sécurité civile et des sports, est valable pour une durée limitée.

B-4. Maître-nageur sauveteur

Article D322-15

La possession d'un diplôme satisfaisant aux conditions de l'article L. 212-1 est exigée pour enseigner et entraîner à la natation contre rémunération. Les éducateurs sportifs titulaires de ce diplôme portent le titre de maître-nageur sauveteur.

B-5. Plan d'organisation de la surveillance

Article D322-16

La déclaration mentionnée à l'article R. 322-1 comporte un **plan d'organisation de la surveillance et des secours** qui fixe, en fonction de la configuration de l'établissement mentionné à l'article D. 322-12 :

1°/ Le nombre des personnes chargées de garantir la surveillance et le nombre des personnes chargées de les assister.

2°/ Le nombre des pratiquants pouvant être admis simultanément dans l'établissement de baignade d'accès payant pour y pratiquer les activités considérées. Ce nombre est déterminé en fonction du nombre des personnes mentionnées au 1°/.

Les ministres chargés de la sécurité civile et des sports fixent par arrêté le contenu du plan d'organisation de la surveillance et des secours.

B-6. Affichage diplômes

Article D322-17

Tout établissement mentionné à l'article D. 322-12 doit comporter, en un lieu visible de tous, une mention des diplômes et titres des personnes assurant la surveillance ainsi qu'un extrait du plan d'organisation de la surveillance et des secours.

B-7. Diplôme requis pour la surveillance

Art. A322-8

Les diplômes prévus à l'article D. 322-11 et qui permettent la surveillance des baignades ouvertes gratuitement au public, aménagées et réglementairement autorisées sont :

- Les diplômes conférant le titre de **maître-nageur sauveteur**.
- Le **brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique**.

Art. A322-9

Le diplôme mentionné au deuxième alinéa de l'article D. 322-13 et qui permet d'assister les personnels portant le titre de maître-nageur sauveteur est le brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique.

B-8. Déclaration des surveillants

Art. A322-10

La déclaration prévue à l'article D. 322-13 est établie en trois exemplaires. Elle comporte les nom, prénom, date et lieu de naissance, domicile des intéressés, ainsi que leurs titres et diplômes.

B-9. Certificat médical

Art. A322-10

Doivent y être joints une fiche d'état civil datant de moins de trois mois, une copie de chacun des titres et diplômes invoqués ainsi qu'un certificat médical datant de moins de trois mois attestant que l'intéressé ne présente aucune contre-indication apparente à la pratique de la natation et du sauvetage, ainsi qu'à la surveillance des usagers des établissements visés par l'article D. 322-12.

Ce certificat médical devra être renouvelé tous les ans. A défaut de renouvellement, l'intéressé ne peut assurer les fonctions mentionnées à l'article D.322-13.

*Modèle de certificat médical / Exemple type
(Annexe III-7 Arrêté du 28 février 2008)*

Rappel de la réglementation : un certificat médical établi moins de trois mois avant la date de dépôt de dossier est exigé pour toute personne titulaire d'un brevet national de sécurité et sauvetage aquatique.

Je soussigné, docteur en médecine, certifie avoir examiné ce jour M... et avoir constaté qu'... ne présente aucune contre-indication apparente à la pratique de la natation et du sauvetage ainsi qu'à la surveillance des usagers des établissements de baignade d'accès payant.

Ce sujet n'a jamais eu de perte de connaissance ou de crise d'épilepsie et présente, en particulier, une aptitude normale à l'effort, une acuité auditive lui permettant d'entendre une voix normale à 5 mètres, ainsi qu'une acuité visuelle conforme aux exigences figurant ci-dessous :

Sans correction :

Une acuité visuelle de 4/10 en faisant la somme des acuités visuelles de chaque œil mesurées séparément.

Soit au moins : 3/10 + 1/10 ou 2/10 + 2/10. Cas particulier : dans le cas d'un œil amblyope, le critère exigé est 4/10 + inférieur à 1/10.

Avec correction :

Soit une correction amenant une acuité visuelle de 10/10 pour un œil, quelle que soit la valeur de l'autre œil corrigé (supérieur à 1/10).

Soit une correction amenant une acuité visuelle de 13/10 pour la somme des acuités visuelles de chaque œil corrigé, avec un œil au moins à 8/1

B-10. Dérogation

Art. A322-11

Lors de l'accroissement saisonnier des risques, le préfet peut autoriser par arrêté du personnel titulaire du diplôme mentionné à l'article A. 322-8 à surveiller un établissement de baignade d'accès payant, lorsque l'exploitant de l'établissement concerné a préalablement démontré qu'il n'a pu recruter du personnel portant le titre de maître-nageur sauveteur.

L'autorisation est délivrée pour une durée qui ne peut être inférieure à un mois ni supérieure à 4 mois. Elle peut être retirée à tout moment en cas d'urgence ou d'atteinte à la sécurité des personnes.

Code du sport

C- Normes d'hygiène et de sécurité

Arrêté du 7 avril 1981, modifié, relatif aux règles d'hygiène et de sécurité applicables aux piscines et aux baignades aménagées.

C-1. Garanties de technique et de sécurité (arrêté du 28 février 2008)

- **Garanties de techniques et de sécurité**

Art. A322-19

Les garanties de techniques et de sécurité des équipements **dans les établissements mentionnés à l'article D 322-12, où sont pratiquées des activités aquatiques, de baignade ou de natation, sont régies par le présent paragraphe.** Elles ne font pas obstacle aux dispositions relatives à la sécurité du public et à l'accessibilité des personnes handicapées imposées dans les établissements recevant du public.

- **Panneaux d'information**

Art. A322-20

Tout équipement ou matériel nécessitant une utilisation particulière comporte **un panneau compréhensible par tous**, précisant la manière correcte de s'en servir, ainsi que les usages et zones interdits ou les précautions d'utilisation. Ce panneau est placé suffisamment en amont du circuit de circulation pour éviter qu'un baigneur ne s'y engage inconsidérément. Toute mesure est prise pour permettre aux utilisateurs d'apprécier les risques auxquels ils s'exposent en fonction de l'équipement et de leurs capacités.

- **Sols**

Art. A322-21

L'ensemble des sols qui sont accessibles pieds-nus et ceux des radiers des bassins dont la profondeur est inférieure à 1,50 mètre sont antidérapants mais non abrasifs.

- **Pente des plages** Art. A322-21

Pour éviter la stagnation de l'eau, les pentes des plages sont comprises entre 3 % et 5 %.

- **Siphons** Art. A322-21

Les siphons de sols sont en nombre suffisant et disposés en conséquence.

- **Éléments en saillies** Art. A322-21

Les éléments en saillies tels que banquettes, jardinières, gaines, situés à une hauteur inférieure à 2,50 mètres sont conçus pour ne présenter aucune arête vive ou coupante et sont protégés.

- **Équipements et matériels** Art. A322-22

La conception des équipements et matériels utilisés pour la pratique des activités aquatiques, de baignade ou de natation, et notamment celle de leurs fixations et ancrages, est adaptée à l'usage prévisible de ces équipements.

- **Espaces de protection et de réception** Art. A322-23

Chaque matériel, activité ou animation, est pourvu d'un espace de protection.

Cet espace de protection comprend l'aire d'évolution et éventuellement une aire de réception ainsi que les zones de circulation nécessaires aux usagers.

Les espaces de protection de deux activités différentes, à l'exception des zones de circulation, ne peuvent se chevaucher.

Lorsque le risque de chute est inhérent à une activité ou lorsque la chute fait partie intégrante d'une activité se déroulant au-dessus de l'eau, la réception ne peut se faire que dans une zone où la profondeur d'eau est adaptée au type de chute et à sa hauteur.

- **Parois et fonds des bassins** Art. A322-24

Les parois et le fond des bassins sont de couleur claire afin de permettre l'organisation de la surveillance et des secours visée à l'article D. 322-16.

Lorsque la turbidité de l'eau d'un bassin est telle que le fond n'est plus visible, ce bassin est immédiatement vidangé.

- **Indications de profondeur** Art. A322-25

Les profondeurs minimale et maximale d'eau de chaque bassin sont indiquées de telle manière qu'elles soient visibles depuis les plages et les bassins.

- **Plots de départ** Art. A322-25

Les plots de départ ne peuvent être installés lorsque la profondeur d'eau dans la zone de plongeon est inférieure à 1,80 mètre.

- **Pataugeoire**

Art. A322-25

Une pataugeoire est un bassin destiné aux enfants dont la profondeur d'eau n'excède pas 0,40 mètre. Cette profondeur d'eau maximale est ramenée à 0,20 mètre à la périphérie du bassin.

- **Pente des radiers**

Art. A322-26

Dans les parties de bassin où la profondeur n'excède pas 1,50 mètre, la pente du radier des bassins ne dépasse pas 0,10 mètre par mètre. Dans ces zones, le bassin ne présente pas de brusque changement de profondeur. La pente du radier des pataugeoires ne dépasse pas 0,05 mètre par mètre.

- **Bouches de reprise des eaux**

Art. A322-27

Les bouches de reprise des eaux placées dans le radier et les parois des bassins sont conçues de manière à éviter qu'un baigneur ne puisse les obstruer complètement ou s'y trouver retenu. Elles sont munies de grilles comportant un système de verrouillage interdisant leur ouverture par les baigneurs. Ce système de verrouillage fait l'objet d'une vérification périodique. Tous les orifices accessibles aux baigneurs sont conçus pour éviter qu'un baigneur ne puisse s'y blesser.

- **Sorties des bassins**

Art. A322-28

La sortie des bassins se fait au moyen d'échelles, d'escaliers ou de plans inclinés en pente douce.

Les escaliers d'accès à l'eau sont aménagés :

- soit dans l'emprise de la plage. Ils sont alors munis de main courante. Le défoncé est équipé, sur ses parties latérales, d'une barrière de protection ;
- soit à l'intérieur de la zone d'évolution du bassin. Lorsque l'escalier n'est pas compris entre deux parois verticales, les extrémités latérales et les nez de marches ne doivent pas présenter d'angle vif.

Les marches d'escalier ont un giron qui ne doit pas être inférieur à 0,25 mètre ; leur hauteur n'excède pas 0,20 mètre pour les marches immergées sous moins d'un mètre d'eau. Ces chiffres sont ramenés respectivement à 0,12 mètre et 0,20 mètre pour les pataugeoires.

- **Sas**

Art. A322-29

Un sas est un dispositif permettant, depuis une installation couverte, d'accéder à un bassin de plein-air sans avoir à sortir de l'eau. La profondeur d'eau du bassin dans lequel le sas débouche est affichée en un lieu visible des utilisateurs, à l'entrée du sas.

- **Rebords et parois**

Art. A322-30

Les rebords ainsi, éventuellement, que les parois des bassins sont aménagés de façon à permettre aux nageurs d'y prendre appui.

- **Modification des bassins**

Art. A322-31

La conception des dispositifs permettant une modification des bassins, tels que les fonds, quais et murs mobiles, ou de tout dispositif immergé ne présente pas quelle que soit leur position de danger pour les baigneurs.

- **Fonds mobiles**

Art. A322-32

Les fonds mobiles sont, soit conçus de façon que leur raccordement au radier du bassin respecte la pente prévue pour les bassins, soit munis d'un dispositif remédiant au danger créé à leur périphérie par le brusque changement de profondeur. Ils ne permettent pas le passage d'un baigneur en dessous. La profondeur d'eau correspondant à leur position est affichée en un lieu visible de tous. Les manœuvres de ces équipements sont effectuées hors de la présence du public.

- **Toboggans**

Art. A322-33

Sont concernés par les présentes dispositions les toboggans dans lesquels l'utilisateur glisse sur un film d'eau généré à cet effet. Ils sont conformes à toute transposition nationale de la norme NF EN 1069, parties 1 et 2.

Art. A322-34 - Les toboggans aquatiques d'une hauteur inférieure à 2 mètres sont conçus pour que l'utilisateur **ne puisse se blesser et qu'il reste dans le parcours de glissade** prévu par le fabricant.

Art. A322-35 - L'accès au toboggan comprend **une zone d'attente et un escalier d'accès**. La zone d'attente est conçue pour assurer la fluidité de la circulation des usagers et éviter les bousculades. Elle est matérialisée et comporte des mains courantes séparant les files d'attente. Un rétrécissement permet d'accéder à l'escalier par une file unique. L'escalier est conçu pour le passage d'une personne à la fois. La régulation du départ des usagers pour la descente est adaptée à la difficulté du toboggan et à sa fréquentation.

- **Plongeoirs**

Art. A322-36

Les plongeoirs sont des aires d'élan et d'appel pour la pratique du plongeon. Ils comprennent :

- les tremplins de 1 et 3 mètres ;
- les plates-formes de 1 mètre / 3 mètres / 5 mètres / 7,50 mètres et 10 mètres.

Les gabarits de sécurité aériens et subaquatiques, les distances minimales entre plongeoirs et bords latéraux des bassins ainsi que les autres dispositions techniques sont précisés à l'annexe III-11 au présent code, ci-après reproduite :

- Annexe III-11 (Art. A322-36 / Arrêté du 28 février 2008) -

A. - Plongeon du tremplin

1. Les planches ont une longueur minimale de 4,80 m et une largeur minimale de 0,50 m. Elles sont pourvues d'une surface antidérapante.
2. Les tremplins sont placés soit d'un côté, soit des deux côtés des plates-formes.

B. - Plongeon de haut vol

1. Toute plate-forme doit être rigide.
2. L'épaisseur maximale du rebord avant de la plate-forme est de 0,20 m. Le rebord peut être vertical ou incliné selon un angle de 10 degrés au plus par rapport à la verticale à l'intérieur de la ligne du fil à plomb. La surface et le rebord avant de la plate-forme sont entièrement recouverts d'une surface élastique antidérapante.
3. Les dimensions minimales de la plate-forme sont de :

| | | |
|---------------------------|-----------------|-------------|
| Plate-forme de 0,60 m à 1 | 0,60 m de large | 5 m de long |
| Plate-forme de 2,60 m à 3 | 1,50 m de large | 5 m de long |
| Plate-forme de 5,00 m de | 1,50 m de large | 6 m de long |
| Plate-forme de 7,50 m de | 1,50 m de large | 6 m de long |
| Plate-forme de 10,00 m de | 2 m de large | 6 m de long |

4. L'avant des plates-formes de 10 m et 7,5 m dépasse d'au moins 1,50 m le bord du bassin. Ce dépassement minimal est réduit à 1,25 m pour les plateformes de 2,60 m à 3 m et de 5 m, et à 0,75 m pour les plates-formes de 0,60 m à 1 m.

5. Si une plate-forme se trouve directement au-dessous d'une plate-forme, la plate-forme supérieure dépasse de 0,75 m à 1,50 m la plate-forme inférieure.

6. L'arrière et les côtés des plates-formes (sauf celle de 1 m) sont entourés de rampes. Leur hauteur minimale est de 1 mètre. Elles comportent au moins deux barres de traverse placées à l'extérieur de la plate-forme et commençant à 0,80 m du rebord avant de la plate-forme.

C. - Dispositions communes

1. Les dimensions minimales des installations de plongeon sont conformes au tableau et au schéma ci-après. Le point de référence est le fil à plomb qui est la ligne verticale partant du centre de l'extrémité avant de la plate-forme.

Les dimensions C du fil à plomb au plomb adjacent, définies dans le tableau ci-après, s'appliquent aux plateformes ayant les largeurs indiquées à l'article B2 ci-dessus. Si les plates-formes sont plus larges, les dimensions C sont augmentées de la moitié des suppléments de largeurs.

2. Dans la zone de pleine profondeur, le fond du bassin peut avoir une pente de 2 %. Dans la fosse à plongeon, la profondeur d'eau ne peut être inférieure à 1,80 m.

3. Dans les bassins découverts, les tremplins et plates-formes sont face au nord dans l'hémisphère Nord et au sud dans l'hémisphère Sud.

4. L'éclairage minimal, à 1 mètre au-dessus de la surface de l'eau, est de 500 lux.

5. Les sources de lumière naturelle et artificielle sont conçues pour éviter l'éblouissement.

6. Une installation mécanique d'agitation de la surface est prévue sous les installations de plongeon afin d'aider les plongeurs dans leur perception visuelle de la surface de l'eau.

- **Vagues artificielles**

Art. A322-37

Lorsqu'un appareillage permet de générer artificiellement des vagues, un drapeau de couleur orange est hissé avant et pendant la production des vagues et signale l'interdiction de plonger. En période de production des vagues, un bouton d'arrêt d'urgence de cet appareillage est placé sur le lieu de surveillance des bassins. Les caissons nécessaires à la formation des vagues sont inaccessibles au public. Dans la zone de production des vagues, des dispositifs permettent aux baigneurs de s'accrocher en périphérie des bassins. La conception de ces dispositifs tient compte de la présence de vagues et du nombre des baigneurs susceptibles de les utiliser.

Art. A322-38

L'entrée et la sortie des bassins à remous sont équipées d'une main courante.

- **Rivières à bouées ou à courant**

Art. A322-39

Les rivières à bouées ou à courant sont des bassins, avec ou sans dénivellation, utilisés avec ou sans bouée et dans lesquels un courant artificiel est organisé.

Leur parcours comporte, à intervalles réguliers, des zones calmes avec points d'appui aménagés. Lorsque ce parcours constitue une boucle fermée, une zone est aménagée pour permettre aux baigneurs de sortir de la rivière.

Le parcours et ses difficultés, les précautions d'utilisation, usages obligatoires ou recommandés et interdictions sont affichés en un lieu visible des utilisateurs.

D- Obligations déclaratives et affichage (arrêté du 28 février 2008)

D-1. Déclaration d'ouverture

Art. A322-4

La déclaration d'ouverture d'une piscine ou d'une baignade aménagée prévue à l'article L. 1332-1 du code de la santé publique doit être accompagnée d'un **dossier justificatif**. Ces documents sont établis suivant les modalités définies à l'annexe III-7 du présent code. Ils sont adressés en **trois exemplaires** à la mairie du lieu d'implantation de l'établissement au plus tard **deux mois avant la date prévue pour l'ouverture de l'installation**. Le maire délivre un récépissé de réception ; il transmet, dans le délai d'une semaine après réception, deux exemplaires au préfet.

D-2. Modifications

Art. A322-5

Lorsque les installations d'une piscine ou d'une baignade aménagée subissent des **modifications**, ces dernières **doivent être déclarées** selon la procédure prévue à l'article A322-4.

*Modèle de déclaration d'ouverture / Exemple type
(Annexe III-7 Arrêté du 28 février 2008)*

A.- DECLARATION D'OUVERTURE D'UNE PISCINE OU D'UNE BAIGNADE AMENAGEE

Je soussigné : (...nom, qualité...)

Déclare procéder à l'installation d'une piscine (ou d'une baignade aménagée) à (...commune, adresse...)

La date d'ouverture est fixée au :

Dès son ouverture, l'installation sera conforme à la description contenue dans le dossier justificatif joint à la présente déclaration ; elle satisfera aux normes d'hygiène et de sécurité fixées par le décret n° 81-324 du 7 avril 1981.

Fait à, le

Modèle de dossier justificatif à joindre à la déclaration d'ouverture

Il comprend :

1° Une fiche préparée selon le modèle ci-dessous :

Etablissement : (dénomination, adresse, téléphone...)

Propriétaire : (nom, qualité, téléphone...)

Nature de la gestion de l'établissement : (municipale, association loi 1901, société privée, autre...)

Responsable de la gestion de l'établissement : (nom, Téléphone...)

Périodes d'ouverture / horaires d'ouverture :

Fréquentation maximale instantanée en visiteurs :

Fréquentation maximale instantanée en baigneurs :

2° Les plans des locaux, bassins ou plans d'eau et les plans d'exécution des installations techniques de circulation et de traitement de l'eau

3° Un document précisant l'origine de l'eau alimentant l'installation et décrivant les conditions de circulation des eaux et leur traitement éventuel

D-3. Dossier technique

Art. A322-7

Dans les piscines, un dossier technique complet et à jour comportant plans et descriptifs des installations est tenu à la disposition des agents visés à l'article L 1332-5 du Code de la santé publique.

D-4. Règlement intérieur

Art. A322-6

Le règlement intérieur de chaque piscine comporte au moins les prescriptions figurant en annexe III-8 du présent code. Il est affiché de manière visible pour les usagers.

*Règlement intérieur / exemple type
(annexe III-8 arrêté du 28 février 2008)*

- ❶ Avant de pénétrer dans les bassins, les baigneurs doivent passer sous des douches et par des pédiluves (ou des dispositifs équivalents) ;
- ❷ Il est interdit de pénétrer chaussé sur les plages ;
- ❸ Le public, les spectateurs, visiteurs ou accompagnateurs ne fréquentent que les locaux et les aires qui leur sont réservés ;
- ❹ Les baigneurs ne doivent pas utiliser les pédiluves à d'autres fins que celles pour lesquelles ils sont conçus ;
- ❺ Il est interdit de fumer ou de mâcher du chewing-gum sauf sur les aires de détente et de repos en plein air ;
- ❻ Il est interdit de cracher ;
- ❼ Il ne doit pas être introduit d'animaux dans l'enceinte de l'établissement ;
- ❽ Il est interdit d'abandonner des reliefs d'aliments ;
- ❾ Il est interdit de courir sur les plages et de plonger en dehors des zones réservées à cet effet
- ❿ L'accès aux zones réservées aux baigneurs est interdit aux porteurs de lésions cutanées suspectes, non munis d'un certificat de non-contagion.

E- Plan d'organisation Surveillance & Secours **(arrêté du 28 février 2008)**

E-1. Plan d'organisation surveillance et secours : objectifs

Art. A322-12

Le plan d'organisation de la surveillance et des secours mentionné à l'article D. 322-16 est **établi par l'exploitant de l'établissement** de baignade d'accès payant. Il prend place dans l'organisation générale de la sécurité dans l'établissement.

Il regroupe pour un même établissement l'ensemble des **mesures de prévention des accidents** liés aux activités aquatiques, de baignades et de natation et de planification des secours et a pour objectif :

- ❶- de prévenir les accidents liés aux dites activités par une surveillance adaptée aux caractéristiques de l'établissement ;
- ❷- de préciser les procédures d'alarme à l'intérieur de l'établissement et les procédures d'alerte des services de secours extérieurs ;
- ❸- de préciser les mesures d'urgence définies par l'exploitant en cas de sinistre ou d'accident.

E-2. Plan d'organisation surveillance et secours : contenu

Art. A322-13

Le plan d'organisation de la surveillance et des secours, dont un exemple de présentation est proposé à l'annexe III-10, comprend l'ensemble des éléments suivants :

1° Un descriptif accompagné d'un plan d'ensemble des installations situant notamment :

- les bassins, toboggans et équipements particuliers ;
- les zones de surveillance ;
- les postes de surveillance ;
- l'emplacement des matériels de recherche, de sauvetage et de secours ;
- les lieux de stockage des produits chimiques ;
- les commandes d'arrêt des pompes et les organes de coupure des fluides ;
- les moyens de communication intérieure et les moyens d'appel des secours extérieurs ;
- les voies d'accès des secours extérieurs ;

2° Les caractéristiques des bassins et des zones d'évolution du public ;

3° L'identification du matériel de secours disponible pendant les heures d'ouverture au public ;

4° L'identification des moyens de communication dont dispose l'établissement.

Il comprend également un descriptif du fonctionnement général de l'établissement, avec notamment :

- les horaires d'ouverture au public ;
- les types de fréquentation et les moments de forte fréquentation prévisibles.

E-3. Surveillance

Art. A322-14

En fonction des éléments mentionnés à l'article A. 322-13, et pour chaque plage horaire identifiée correspondant à un même type d'organisation défini, le plan d'organisation de la surveillance et des secours détermine les modalités d'organisation de la surveillance. Il fixe ainsi le **nombre et la qualification de la ou des personnes affectées à la surveillance** des zones définies.

E-4. Fréquentation

Art. A322-14

Il fixe la limite du **nombre de pratiquants pouvant être admis simultanément** dans l'établissement de baignade pour y pratiquer les activités considérées.

E-5. Exercices d'alarme

Art. A322-15

Le plan d'organisation de la surveillance et des secours peut prévoir l'organisation par l'exploitant d'exercices périodiques de simulation de la phase d'alarme, permettant l'entraînement des personnels aux opérations de recherche et de sauvetage.

E-6. Diffusion du plan d'organisation Surveillance & Secours

Art. A 322-16

Le plan d'organisation de la surveillance et des secours, partie intégrante de la déclaration mentionnée à l'article R. 322-1, doit être **obligatoirement connu de tous les personnels permanents ou occasionnels de l'établissement**.

L'exploitant doit s'assurer que ces personnels sont en mesure de mettre en application ledit plan.

E-7. Affichage

Art. A322-17

Un extrait de ce plan est **affiché dans un lieu visible de tous**, notamment en bordure des baignades. Les usagers doivent pouvoir, en particulier, prendre connaissance des dispositions relatives aux procédures d'alarme. A cet effet, les consignes doivent être facilement lisibles.

EXEMPLE DE PLAN D'ORGANISATION DE LA SURVEILLANCE ET DES SECOURS

Identification de l'établissement

Nom de l'établissement :

Adresse :

Numéro de téléphone :

Propriétaire :

Exploitant :

I. - Installation de l'équipement et matériel

A/ Plan de l'ensemble des installations

Plan d'ensemble comprenant :

- la situation des bassins, toboggans et équipements particuliers ;
- les postes, les zones de surveillance ;
- l'emplacement des matériels de sauvetage ;
- l'emplacement des matériels de recherche ;
- l'emplacement du matériel de secourisme disponible ;
- l'emplacement du stockage des produits chimiques ;
- les commandes d'arrêt des pompes et les organes de coupure des fluides ;
- les moyens de communication intérieure ;
- les moyens d'appel des secours extérieurs ;
- les voies d'accès des secours extérieurs.

B/ Identification du matériel de secours disponible

1. Matériel de sauvetage :

- Embarcation ;
- Bouées ;
- Perches ;
- Gilets ;
- Filins ;
- Plans durs ;
- Autres...

2. Matériel de recherche (pour baignades en milieu naturel) :

- Palmes ;
- Masque ;

- Tuba...

3. Matériel de secourisme, comprenant notamment :

- 1 brancard rigide ;
- 1 couverture métallisée ;
- Des attelles gonflables pour membres inférieurs et supérieurs ;
- 1 collier cervical (adulte-enfants) ;
- 1 aspirateur de mucosité avec sondes adaptées ;
- 1 nécessaire de premier secours ...

4. Matériel de ranimation :

- 1 bouteille d'oxygène de 1 000 litres avec manomètre et débitre ;
- 1 ballon auto-remplisseur avec valves et masques adaptés pour permettre une ventilation.

C/ Identification des moyens de communication

1. – Communication interne

- Sifflet ;
- Bouton poussoir de borne d'appel d'urgence ;
- Appareil radio ;
- Autre (préciser) :ex. : téléphone portable....

D/ - Moyens de liaison avec les services publics (SAMU - sapeurs-pompiers)

- Autre que téléphone urbain, à préciser.

II. - Fonctionnement général de l'établissement

A/ Période d'ouverture de l'établissement :

- Ouverture permanente.
 - Ouverture saisonnière (préciser)
 - Ouverture occasionnelle (préciser)
 - Autres ...

B/ Horaires et jours d'ouverture au public :

- Par période.

C/ Fréquentation :

Fréquentation maximale instantanée déterminée par le maître d'ouvrage :
(voir décret n° 81-324 du 7 avril 1981, article 8)

Nombre d'entrées pour l'année :

Fréquentation maximale hivernale journalière :

Fréquentation maximale saisonnière journalière :

Prévision des pics fréquentations (jours et périodes de la journée) :

III. - Organisation de la surveillance de la sécurité

A/ Personnel de surveillance présent pendant les heures d'ouverture au public.

- nombre ;
- qualification.

B/ Postes :

C/ Zones de surveillance :

D/ Autre personnel présent dans l'établissement :

IV. - Organisation interne en cas d'accident

(A prévoir pour les différents types d'accidents et en fonction des personnels présents alors dans l'établissement)

A/ Alarme au sein de l'établissement :

- Système de communication permettant d'informer le personnel de l'établissement (sifflet, bouton poussoir, avertisseur portable individuel, etc.) :
- Personnel désigné pour apporter le matériel mobile nécessaire à la recherche et au sauvetage sur le lieu d'accident :
- Sorties particulières de l'eau ou d'équipements annexes :
- Moyens techniques et personnel désigné :
- Evacuation du bassin :
- Personnel désigné pour évacuer la baignade :
- Signaux utilisés :
- Personnel désigné pour préparer l'évacuation de la victime :
- Personnel désigné pour les premiers secours :
- Exercices d'alarme, périodicité :

B/ Alerte des secours extérieurs :

- les sapeurs-pompiers par le 18 (ou numéro à 10 chiffres) ;
- le SAMU par le 15 (ou numéro à 10 chiffres) ;
- la police ou la gendarmerie, par le 17 (ou numéro à 10 chiffres).
- Personnel désigné pour déclencher l'alerte :
- Accueil des secours extérieurs ; zones d'accès :

Dispositions spécifiques

Piscines

« collectives privées »

3

Prévention du risque de noyade en piscine à usage collectif d'accès non-payant

Depuis le 1er janvier 2004 les piscines enterrées **non-closes privatives à usage individuel ou collectif** doivent être pourvues d'un dispositif de sécurité normalisé visant à prévenir le risque de noyade. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux **piscines de plein air dont le bassin est totalement ou partiellement enterré et qui ne relèvent pas de l'article L322-7 du Code du sport** (voir ci-avant).

(Pour mémoire Art . L322-7 Code de sport : Toute baignade et **piscine d'accès payant** doit, pendant les heures d'ouverture au public, **être surveillée d'une façon constante** par du personnel qualifié titulaire d'un diplôme délivré par l'Etat et défini par voie réglementaire).

A- Dispositifs de sécurité

Art. R128-2

1/- Les maîtres d'ouvrage des piscines construites ou installées à partir du 1er janvier 2004 doivent les avoir pourvues d'un **dispositif de sécurité destiné à prévenir les noyades, au plus tard à la mise en eau**, ou, si les travaux de mise en place des dispositifs nécessitent une mise en eau préalable, au plus tard à l'achèvement des travaux de la piscine.

2/ - Ce dispositif est constitué par une **barrière de protection**, une **couverture**, un **abri** ou une **alarme** répondant aux exigences de sécurité suivantes :

- les **barrières de protection** doivent être réalisées, construites ou installées de manière à empêcher le passage d'enfants de moins de cinq ans sans l'aide d'un adulte, à résister aux actions d'un enfant de moins de cinq ans, notamment en ce qui concerne le système de verrouillage de l'accès, et à ne pas provoquer de blessure ;

- les **couvertures** doivent être réalisées, construites ou installées de façon à empêcher l'immersion involontaire d'enfants de moins de cinq ans, à résister au franchissement d'une personne adulte et à ne pas provoquer de blessure ;

- les **abris** doivent être réalisés, construits ou installés de manière à ne pas provoquer de blessure et être tels que, lorsqu'il est fermé, le bassin de la piscine est inaccessible aux enfants de moins de cinq ans ;

- les **alarmes** doivent être réalisées, construites ou installées de manière que toutes les commandes d'activation et de désactivation ne doivent pas pouvoir être utilisées par des enfants de moins de cinq ans. Les systèmes de détection doivent pouvoir détecter tout franchissement par un enfant de moins de cinq ans et déclencher un dispositif d'alerte constitué d'une sirène. Ils ne doivent pas se déclencher de façon intempestive.

3/ - Sont présumés satisfaire les exigences visées au II les **dispositifs conformes aux normes françaises ou aux normes ou aux spécifications techniques ou aux procédés de fabrication en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne** ou un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, assurant un niveau de sécurité équivalent. Les références de ces normes et réglementations sont publiées au Journal officiel de la République française.

B- Note technique

Art. R128-3

La **note technique** mentionnée à l'article L. 128-1 doit être remise au maître d'ouvrage par le **constructeur ou l'installateur au plus tard à la date de réception de la piscine**. Cette note indique les caractéristiques, les conditions de fonctionnement et d'entretien du dispositif de sécurité. Elle informe également le maître d'ouvrage sur les risques de noyade, sur les mesures générales de prévention à prendre et sur les recommandations attachées à l'utilisation du dispositif de sécurité.

C- Sanctions pénales

Art. L152-12

Le non-respect des dispositions des articles L. 128-1 et L. 128-2 relatifs à la sécurité des piscines est puni de **45 000 Euros d'amende**.

Les personnes morales peuvent être déclarées **responsables pénalement**, dans les conditions prévues par l'article 121- 2 du code pénal, des infractions aux dispositions des articles L. 128-1 et L. 128-2. Les peines encourues par les personnes morales sont :

1/ L'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;

2/ Les peines mentionnées aux 2^o à 9^o de l'article 131-39 du code pénal.

L'interdiction mentionnée au 2^o de l'article 131-39 du code pénal porte sur l'activité dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise.

4

Régime particulier des piscines à usage collectif d'accès non-payant

L'arrêté du 14 septembre 2004 porte prescription de mesures techniques et de sécurité dans les piscines privatives à usage collectif **autres** que celles mentionnés à l'article D 322-12 :

«Les établissements de baignade d'accès payant sont les établissements d'activités physiques et sportives mentionnés à l'article L. 322-1 dans lesquels sont pratiquées des activités aquatiques, de baignade ou de natation ou dans lesquels ces activités font partie de prestations de services offertes en contrepartie du paiement d'un droit d'accès, qu'il soit ou non spécifique».

A- Dispositions générales

A-1. Piscines privatives à usage collectif

Article 1

Sans préjudice de l'application des dispositions susvisées relatives à la sécurité des piscines, le présent arrêté détermine les dispositions relatives à la sécurité des piscines privatives à usage collectif dont le bassin est enterré ou partiellement enterré qui ne relèvent pas des dispositions de la loi du 24 mai 1951 assurant la sécurité dans les établissements de natation (cf. supra). Sont exclues du champ d'application de cet arrêté les piscines d'habitation(s) ou d'ensemble d'habitations.

A-2. Normes françaises et européennes

Article 2

Sont présumés satisfaire aux exigences de sécurité fixées par le présent arrêté les équipements ou matériels utilisés pour la pratique des activités de baignade de loisirs, et notamment celle de leurs

fixations et ancrages, tels que les plongeoirs ou les toboggans, **fabriqués et installés conformément aux normes françaises ou aux normes ou aux spécifications techniques ou aux procédés de fabrication prévus dans la réglementation d'un Etat membre de l'Union européenne** ou d'un autre Etat partie à l'accord instituant l'Espace économique européen ou de la Turquie, assurant un niveau de sécurité équivalent. Les références de ces normes, procédés de fabrication et réglementations sont publiées au Journal officiel de la République française.

A-3. Fixations et ancrages

Article 3

La conception des équipements et matériels utilisés pour la pratique des activités de baignade de loisirs, et notamment celle de leurs fixations et ancrages, est adaptée à l'usage prévisible de ces équipements et réalisée **de façon à ce que l'utilisateur ne puisse se blesser**.

A-4. Eléments en saillies

Les éléments en saillies tels que banquettes, jardinières, gaines situés à une hauteur inférieure à 2,50 mètres sont conçus pour **ne présenter aucune arête vive ou coupante**.

A-5. Sols

L'ensemble des sols accessibles pieds nus et ceux des radiers des bassins dont la profondeur est inférieure à 1,50 mètre **sont antidérapants mais non abrasifs**.

A-6. Plages

Les plages sont conçues de façon à éviter la stagnation de l'eau et la **retombée des eaux des plages dans le bassin**.

A-7. Panneaux d'information

Article 4

Tout équipement ou matériel nécessitant une utilisation particulière comporte **un panneau visible, lisible, indélébile et aisément compréhensible**, placé suffisamment en amont du circuit de circulation pour éviter qu'un usager s'y engage inconsidérément, précisant la manière correcte de s'en servir, les usages et zones interdits et les précautions d'utilisation.

Toute mesure est prise pour permettre aux usagers d'apprécier les risques auxquels ils s'exposent en fonction de l'équipement et de leurs capacités.

B- Dispositions relatives aux bassins

B-1. Espaces de protection et de réception

Article 5

Chaque matériel, activité ou animation est pourvu d'un espace de protection. Cet espace de protection comprend l'aire d'évolution et, éventuellement, une aire de réception ainsi que les zones de circulation nécessaires aux usagers. Les espaces de protection d'activités différentes (bassin de réception de toboggan, bassin de natation par exemple), à l'exception des zones de circulation, ne peuvent se chevaucher. Lorsque le risque de chute est inhérent à une activité ou lorsque la chute fait partie intégrante d'une activité se déroulant au-dessus de l'eau, la réception ne peut se faire que dans une zone où la profondeur d'eau est adaptée au type de chute et à sa hauteur.

B-2. Parois et fonds des bassins

Article 6

Les parois et le fond des bassins sont de couleur claire afin de permettre la vision du fond du bassin. Lorsque la turbidité de l'eau d'un bassin ou d'une partie d'un bassin est telle que le fond n'est plus visible, ce bassin est immédiatement évacué.

B-3. Indications de profondeurs

Article 7

Les profondeurs minimales et maximales de l'eau de chaque bassin sont indiquées sur un panneau et un marquage est imposé sur le haut de la paroi verticale du bassin, de telle manière qu'elles soient visibles et lisibles depuis les plages et les bassins. Elles sont indiquées à chaque variation de pente du radier.

B-4. Pente des radiers

Dans les parties du bassin où la profondeur n'excède pas 1,50 mètre, la pente du radier des bassins ne dépasse pas 10 %. Dans ces zones, le bassin ne présente pas de brusque changement de profondeur.

B-5. Pataugeoire

Article 8

Une pataugeoire est un bassin destiné aux enfants dont la profondeur d'eau n'excède pas 0,40 mètre. Cette profondeur d'eau maximale est ramenée à 0,20 mètre à la périphérie du bassin.

B-6. Pente des radiers des pataugeoires

La pente du radier des pataugeoires ne dépasse pas 5 %.

B-7. Plots de départ

Article 9

Les plots de départ ne peuvent être installés que lorsque la profondeur d'eau dans la zone de plongeon est supérieure à 1,80 mètre.

B-8. Bouches de reprise des eaux

Article 10

Les bouches de reprise des eaux placées dans le radier, les parois des bassins ou en surface de manière horizontale à un angle du bassin doivent être en nombre suffisant et **conçues de manière à éviter qu'un usager puisse s'y trouver plaqué, aspiré sur tout ou partie du corps ou par les cheveux**. Elles sont munies de grilles ou de tout dispositif conçu pour ne pas plier ou casser et ne pas blesser l'utilisateur. Ces grilles doivent être vissées ou comporter un système de verrouillage interdisant leur ouverture par les usagers. Ce système de fixation ou verrouillage fait l'objet d'une vérification périodique.

B-9. Grilles de goulottes

Article 11

Les grilles de goutte doivent être fixées afin de ne pouvoir être démontées par les usagers.

B-10. Ecumeurs de surface

Article 12

Les écumeurs de surface, s'ils existent, doivent être en nombre suffisant et faire régulièrement l'objet d'un équilibrage afin d'éviter des aspirations trop importantes sur certains. Ils doivent être placés et dotés de protections **de manière à éviter les risques de placage et d'aspiration de tout ou partie du corps ou par les cheveux**.

B-11. Système d'arrêt d'urgence

Article 13

L'installation hydraulique doit comporter un système d'arrêt d'urgence « coup de poing » pour permettre l'arrêt immédiat des pompes reliées aux bouches de reprise des eaux et aux goulottes. Ce système doit être placé en dehors du local technique et être facilement accessible et visible. Il doit être équipé d'une vitre à briser pour accéder au bouton d'arrêt et son réarmement ne peut être effectué, au moyen d'une clef, que par le personnel autorisé.

B-12. Sortie des bassins

Article 14

La sortie des bassins se fait au moyen **d'échelles, d'escaliers ou de plans inclinés en pente douce**.

Les escaliers d'accès à l'eau sont aménagés :

- soit dans l'emprise de la plage : Ils sont alors munis de **main courante**. Le défoncé est équipé, sur ses parties latérales, d'un garde-corps ;

- soit à l'intérieur de la zone d'évolution du bassin : Lorsque l'escalier n'est pas compris entre deux parois verticales, les extrémités latérales et **les nez de marches ne doivent pas présenter d'angle vif**.

Les marches d'escalier ont un **giron qui ne peut être inférieur à 0,25 mètre, leur hauteur n'excédant pas 0,20 mètre pour les marches immergées sous moins d'un mètre d'eau**. Ces chiffres sont ramenés respectivement à **0,20 mètre (giron) et 0,12 mètre (hauteur) pour les pataugeoires**.

B-13. Sas

Article 15

Un sas est un dispositif permettant, depuis une installation couverte, d'accéder à un bassin de plein air sans avoir à sortir de l'eau. **La profondeur d'eau du bassin dans lequel le sas débouche est affichée en un lieu visible des utilisateurs, à l'entrée du sas.**

B-14. Rebords et parois

Article 16

Les rebords ainsi, éventuellement, que les parois des bassins sont aménagés de façon à **permettre à l'utilisateur d'y prendre appui**.

B-15. Modification des bassins

Article 17

Aucun dispositif permettant de modifier un bassin, tel que fond, mur mobile ou dispositif immergé, ne doit présenter, quelle que soit sa position, de danger pour les usagers.

B-16. Fonds mobiles

Les fonds mobiles sont soit conçus de façon que leur raccordement au radier du bassin respecte la pente prévue pour les bassins, soit munis d'un dispositif remédiant au danger créé à leur périphérie par le brusque changement de profondeur. Ils ne doivent pas permettre le passage d'un usager en dessous.

La profondeur d'eau correspondant à leur position est affichée en un lieu visible de tous.

Les manœuvres de ces équipements sont effectuées hors de la présence des usagers dans le bassin.

C- Dispositions relatives aux toboggans

Article 18

Sont concernés par les présentes dispositions les toboggans dans lesquels l'utilisateur glisse sur un film d'eau généré à cet effet.

Article 19

Les toboggans aquatiques sont conçus pour que l'utilisateur reste dans le parcours de glissade prévu par le fabricant.

L'accès au toboggan d'une hauteur supérieure ou égale à 2 mètres comprend une zone d'attente et un escalier d'accès. La zone d'attente est conçue pour assurer la fluidité de la circulation des usagers et éviter les bousculades. Elle est matérialisée et comporte des mains courantes séparant les files d'attente. Un rétrécissement permet d'accéder à l'escalier par une file unique. L'escalier est conçu pour le passage d'une personne à la fois. La régulation du départ, la descente et la réception des usagers doivent être adaptées à la difficulté du toboggan et à sa fréquentation, ainsi qu'aux comportements prévisibles des usagers.

D- Dispositions relatives aux équipements particuliers

D-1. Plongeoirs

Article 20

Tout plongeoir ou plate-forme de hauteur supérieure à 1 mètre est interdit dans les piscines visées à l'article 1er du présent arrêté. Les gabarits de sécurité aériens et subaquatiques, les distances minimales entre plongeoirs et bords latéraux des bassins ainsi que les autres dispositions techniques sont précisées en annexe au présent arrêté. (Cf. ci-après)

A N N E X E RELATIVE À LA SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS DE PLONGEON

A. - Dispositions communes

Le point de référence des mesures ci-dessous est la ligne verticale représentée par un fil à plomb partant du centre de l'extrémité avant de la plate-forme ou du tremplin. Si la plate-forme ou le tremplin est plus large qu'indiqué ci-dessous, les dimensions sont augmentées de la moitié des suppléments de largeur.

B. - Les planches ou trempilins

Les planches ou trempilins ont une longueur minimale de 4,80 m et une largeur minimale de 0,50 m. Elles sont pourvues d'une surface antidérapante. L'avant des trempilins dépasse d'au moins 1,80 m de bord du bassin.

Distance du fil à plomb au mur latéral du bassin : 2,50 m.

Distance du fil à plomb au mur d'en face : 9,00 m.

Hauteur du fil à plomb à partir du bout de la planche jusqu'au plafond : 5,00 m.
Espace libre au-dessus, derrière et de chaque côté du fil à plomb : mesure horizontale : 2,50 m, et mesure verticale : 5,00 m.
Espace libre au-dessus et en avant du fil à plomb : mesure horizontale : 5,00 m, et mesure verticale 5,00 m.
Profondeur de l'eau au fil à plomb : minimum 3,40 m, recommandé 3,50 m.
Distance et profondeur à l'avant du fil à plomb : mesure horizontale 5,00 m, mesure verticale 3,40 m.
Distance et profondeur de chaque côté du fil à plomb : mesure horizontale 1,50 m, mesure verticale 3,40 m.

C. - Les plates-formes

Toute plate-forme doit être rigide.
Les plates-formes de hauteur 0,60 m à 1,00 m sont d'une largeur de 0,60 m, leur longueur est de 4,50 m, l'épaisseur maximale du rebord avant de la plate-forme est de 0,20 m, la surface et le rebord avant de la plate-forme sont recouverts d'une surface antidérapante. L'avant des plates-formes dépasse d'au moins 0,75 m le bord du bassin. Les plates-formes sont accessibles au moyen d'escaliers et non d'échelles.
Distance du fil à plomb au mur latéral du bassin : 2,30 m.
Distance du fil à plomb au mur d'en face : 8,00 m.
Hauteur du fil à plomb à partir du bout de la planche jusqu'au plafond : 3,50 m.
Espace libre au-dessus, derrière et de chaque côté du fil à plomb : mesure horizontale : 2,75 m et mesure verticale : 3,50 m.
Espace libre au-dessus et en avant du fil à plomb : mesure horizontale : 5,00 m et mesure verticale 3,50 m.
Profondeur de l'eau au fil à plomb : minimum 3,20 m, recommandé 3,30 m.
Distance et profondeur à l'avant du fil à plomb : mesure horizontale 5,00 m., mesure verticale 3,20 m.
Distance et profondeur de chaque côté du fil à plomb : mesure horizontale : 1,40 m, mesure verticale : 3,20 m.

D-2. Vagues artificielles

Article 21

Lorsqu'un appareillage permet de générer artificiellement des vagues, **les usagers sont avertis** de la production de vagues et de **l'interdiction de plonger qui en résulte**.

Un système d'arrêt d'urgence « coup de poing » permet l'arrêt immédiat de cet appareillage. Ce système, facilement identifiable, est différent du système d'arrêt d'urgence des pompes de l'installation hydraulique, qui doit être placé en dehors du local technique et être facilement accessible et visible.

Les caissons nécessaires à la formation des vagues sont inaccessibles au public.

Dans la zone de production des vagues, des dispositifs doivent permettre aux usagers de s'accrocher en périphérie des bassins. La conception de ces dispositifs tient compte de la présence de vagues et du nombre d'usagers susceptibles de les utiliser.

Article 22

L'entrée et la sortie des bassins à remous sont équipées d'une main courante.

D-3. Courant d'eau artificiel

Article 23

Les bassins dans lesquels un courant d'eau artificiel est généré, avec ou sans dénivellation, utilisés avec ou sans bouée, comportent sur leurs parcours, à intervalles réguliers, des zones calmes avec points d'appui aménagés.

Lorsque ce parcours constitue une boucle fermée, une zone est aménagée pour permettre aux usagers de sortir de ce courant.

Le parcours et ses difficultés, les précautions d'utilisation, usages obligatoires ou recommandés et interdictions sont affichés en un lieu visible des usagers.

E- Plan de sécurité

E-1. Plan de sécurité

Article 24

Le plan de sécurité est un document **établi et mis à jour par l'exploitant de la piscine**, disponible à la réception. Il regroupe pour un même établissement l'ensemble des **mesures de prévention des accidents et de planification des secours** liées à l'usage des équipements et installations de baignade.

Il a pour objectif :

- de prévenir les accidents par une information adaptée aux caractéristiques de l'équipement, à sa destination d'usage et à ses usagers ;
- de préciser les procédures d'alarme à l'intérieur de l'établissement et les numéros à appeler pour alerter les services de secours à l'extérieur ;
- de préciser les mesures d'urgence définies par l'exploitant en cas de sinistre ou d'accident.

E-2. Contenu du plan de sécurité

- ❶ Un descriptif accompagné d'un plan d'ensemble situant notamment :
 - **l'emplacement du dispositif d'arrêt d'urgence** «coup de poing» de l'installation hydraulique ;
 - l'emplacement des **matériels de sauvetage** et de secours ;
 - les **lieux de stockage des produits chimiques** d'entretien des eaux ;
 - les **moyens de communication** intérieurs et les moyens d'appel des secours extérieurs ;
 - les **voies d'accès des secours** extérieurs ;
 - les bassins et les toboggans et les équipements particuliers quand ils existent ;
 - l'emplacement du dispositif d'arrêt d'urgence « coup de poing » de la machine à vagues quand elle existe ;
 - les dispositifs de sécurité destinés à prévenir les noyades prévus par les articles R. 128-1 à R. 128-4 du code de la construction et de l'habitation ;
- ❷ L'extrait du règlement intérieur de l'établissement relatif aux horaires et conditions d'utilisations du ou des bassins ;

- ③ Les numéros d'appel des services de secours ;
- ④ Les services de formation aux premiers secours les plus proches, dont la liste est fournie par la préfecture et la mairie ;
- ⑤ Les dispositions relatives aux procédures d'alarme doivent être affichées de manière visible à proximité immédiate du bassin.

E-3. Responsable des vérifications

Article 25

L'exploitant doit désigner **une personne responsable des vérifications périodiques** indispensables au bon fonctionnement des installations. Son nom figure dans le plan de sécurité.

Cette personne devra avant la mise ou remise en service de la piscine :

- 1/- vérifier la présence, la fixation et l'état de toutes les **grilles de reprise des eaux** ;
- 2/- vérifier le **système d'arrêt d'urgence** du système hydraulique avant de réarmer.

E-4. Documentation technique

L'exploitant constitue une documentation technique comprenant notamment :

- 1/- les **notices** d'accompagnement des produits ;
- 2/- les éléments attestant **l'installation, l'entretien et la maintenance** des équipements et matériels, conformément aux prescriptions du fabricant.

L'exploitant tient à la disposition des agents chargés du contrôle un dossier comprenant :

- 1/- le **plan de sécurité** ;
- 2/- les documents précisant le nom, la raison sociale et l'adresse des fournisseurs de tous les équipements et matériels installés ainsi que **les notices d'emploi et d'entretien** accompagnant ces équipements ;
- 3/- les documents attestant que **les interventions** correspondant à l'entretien et aux vérifications périodiques de la piscine et de ses équipements sont bien effectuées ;
- 4/- un registre où la personne responsable des vérifications périodiques consignera journalièrement, pendant la période d'ouverture de la piscine, les accidents ou incidents survenus.